



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I

LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE



CRISE EN UKRAINE ET
GAZ RUSSE

PAGE 3

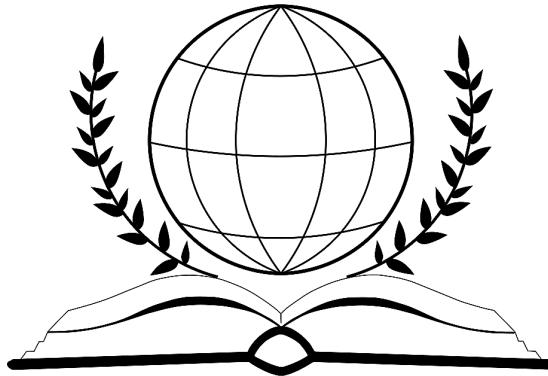
ELECTIONS LEGISLATIVES
EN SUEDE

PAGE 13

CRISE CONFESIONNELLE
AU LIBAN

PAGE 30

L'Édito



Fondée à la rentrée 2020, l'Association du Master Relations Internationales (AMRI) est née sous l'impulsion des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille. Nous sommes donc honorés de vous présenter notre revue : **Le coup d'œil de l'AMRI**. Notre équipe, composée des étudiants du Master, souhaite vous partager son intérêt pour les grandes questions internationales. Cette revue se veut accessible à tous : aux étudiants comme aux amateurs.

Retrouvez-nous pour une mise en relief de l'actualité internationale, à travers plusieurs articles thématiques, pour ne rien rater des grands événements. Chaque revue portera sur de multiples sujets : enjeux sécuritaires, rivalités d'influence entre les grandes puissances, ainsi que géopolitique environnementale, culturelle ou économique. Nous vous proposons ainsi un tour d'horizon mondial allant de l'Asie aux Amériques, en passant par l'Europe, l'Afrique et les pôles.

Le dossier principal de cette revue s'axe sur les élections législatives ayant eu lieu en Suède. Cette édition offre une lecture du résultat de ces dernières, jugé surprenant, tenant d'en comprendre les causes et effets.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom de l'ensemble de l'équipe de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédacteurs en chef

CHLOÉ DANIEL & CLÉMENT PARDONCHE

S O M M A I R E

- 3** CRISE UKRAINIENNE : UNE UNION EUROPÉENNE SANS GAZ RUSSE, VÉRITABLE DÉFI ?

LUCAS PERRIAT

- 7** ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ITALIENNES : VICTOIRE À RELATIVISER ?

INÈS RAMOS-DARMENDRAL

- 10** AIDE MILITAIRE ALLEMANDE À L'UKRAINE : HÉSITATIONS DÉLÉTÈRES ET GÉNÉROSITÉS TARDIVES.

TRISTAN CHARRIER

- 13** DOSSIER : LES ÉLECTIONS EN SUÈDE.

JULIETTE GRIBOVALLE, LÉNA CHALMEAUX, EVAN LEROUVILLE, LOUISE CHOQUET

- 30** LE CONFESIONNALISME « À LA LIBANAISE » : QUEL AVENIR POUR UN SYSTÈME EN CRISE ?

CAMILLE DELAMARE

- 31** LA NOUVELLE CONSTITUTION DU CHILI : UN REJET INATTENDU.

ZOÉ BRESSOLES

- 36** REMERCIEMENTS

- 37** BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER



Image n°1 : Employé russe de Gazprom devant Nord Stream 2. © Peter Kovalev / TASS / Sipa USA

Lundi 25 septembre dans les eaux internationales à l'est de l'île danoise de Bornholm: les pipelines Nord Stream I et II alimentant l'Union européenne en gaz russe explosent. Dans un contexte de fortes tensions internationales, personne n'est dupe: les trous béants par lesquels s'échappe le gaz resté dans les tuyaux, malgré leur mise hors-service, ne sont pas le résultat d'un accident.

La guerre en Ukraine a débuté le 24 février 2022. Ces dernières semaines, la nouvelle mobilisation annoncée par Vladimir Poutine confirme les avancées ukrainiennes, soutenues par une aide matérielle occidentale intensifiée. Cependant, le conflit se joue aussi autour de l'énergie, et notamment du gaz avec une stratégie d'embargo européenne.

Les prix de l'énergie connaissent une hausse spectaculaire depuis l'été 2021, ce phénomène a été exacerbé dès les débuts du conflit russe-ukrainien qui a mis en exergue l'étendue de la dépendance européenne au gaz russe. En effet, la volonté des pays de l'Union de sortir de leur liaison au gaz russe a fortement augmenté la demande en Gaz naturel liquéfié (GNL) chez les autres fournisseurs, causant une explosion des prix. Les prix du gaz ont été multipliés par dix par rapport à la moyenne du prix sur la précédente décennie (2010-2020).

Le détachement des pays européens du fournisseur russe Gazprom est un vrai dilemme. Si certains oscillent entre nécessité énergétique et problème moral, d'autres se sont simplement vu privés de gaz. En effet, au conflit ukrainien s'ajoutent les exigences de la firme russe de payer chaque facture en roubles et dès le mardi 26 avril 2022, l'entreprise prévient la Pologne et la Bulgarie de l'arrêt de ses livraisons de gaz suite à leur opposition. Le premier ministre bulgare Kiril Petkov, alors en fonction, dénonce «un chantage inacceptable». Dans le même temps, les chefs d'État européens (allemand, français, italien, hollandais, finlandais, polonais, danois...) font acte de soutien face à la Russie pour défendre leurs valeurs et la paix en Europe. Il est alors possible d'observer l'utilisation du gaz comme une véritable arme géopolitique pour diviser les pays européens. Le point critique a été atteint le 2 septembre 2022 avec l'arrêt total des livraisons via les gazoducs Nord Stream, ce qui fait entrer l'Europe dans la perspective de grave crise énergétique.

L'UNION EUROPÉENNE (UE), VRAIMENT DÉPENDANTE DU GAZ RUSSE ?

La dimension de la crise à laquelle risque de faire face l'UE dépend bien évidemment de son niveau de dépendance au gaz soviétique. L'Europe utilise aujourd'hui environ 10% de charbon, 13% de nucléaire,

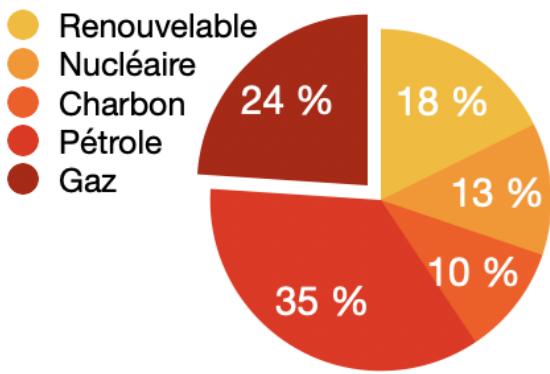


Image n°2 : Répartition du mix énergétique en Union européenne?
© Lucas Perriat.

18% d'énergies renouvelables, 24% de gaz et 35% de pétrole. En moyenne, les territoires intégrés à l'UE ne disposent que de très peu d'énergies fossiles dans leur sol, donc l'importation est indispensable. En 2021, une consommation de 400 milliards de mètres cubes de gaz est constatée, dont 45% proviennent de Russie. Bien que les Soviétiques restent les premiers fournisseurs de gaz en Europe, le marché énergétique est le théâtre d'une lutte avec les fournisseurs américains.

Une stratégie d'embargo à l'échelle de l'Union paraît compliquée car la dépendance au gaz Russe ne concerne pas de la même manière tous les États. Par exemple, si l'embargo est tout particulièrement difficile à mettre en place pour l'Allemagne qui achetait encore 55% de son gaz à Moscou début 2022, la France, elle, se fournit seulement à hauteur de 17% chez Gazprom.

La problématique d'approvisionnement du gaz en Europe, au vu du contexte, est considérée par la Russie comme un véritable atout stratégique. Oleg Aksyutin, directeur général adjoint de Gazprom, a déclaré en septembre qu'aucun approvisionnement supplémentaire significatif en gaz naturel liquéfié ne pouvait être attendu dans un avenir proche. Cette déclaration a été renforcée le 15 septembre par un haut responsable du géant du gaz russe affirmant qu'il « n'y a pas d'alternative au gaz russe pour l'Europe ».

LA RUSSIE PEUT PERDRE GROS

Si la Russie était le premier fournisseur de l'UE, cette dernière était aussi le premier client de Moscou pour l'achat de gaz. Le rétablissement de la relation commerciale semble improbable du côté de l'UE tant que le conflit avec l'Ukraine perdure. A court terme, cela constitue un fort risque financier pour la Russie. Bien que Vladimir Poutine compte se replier sur le marché asiatique,

une transition de cette ampleur ne peut se faire à court terme puisqu'elle est conditionnée par la construction des gazoducs.

Le jeu diplomatique du gaz est aussi une arme pour les Occidentaux soutenant l'Ukraine: les autres producteurs de GNL (qui peut être vendu dans le monde entier car il est transportable en bateau) et l'UE doivent tenter de convaincre les acheteurs asiatiques (Japon, Corée du Sud,...) de les suivre en terme de sanctions appliquées au gaz russe. Un tel accomplissement impacterait drastiquement les caisses de Moscou.

QUELLES SOLUTIONS POUR L'UE FACE À LA CRISE DU GAZ ?

La Commission européenne a matérialisé la volonté de s'extraire du gaz russe par une stratégie commune avec le plan *REPowerEU*. Ce plan mobilisera près de 300 milliards d'euros dont 225 déjà disponibles sous forme de prêts dans le cadre du plan de relance européen.

Ce plan vise trois objectifs majeurs: la diversification de l'approvisionnement en gaz, l'accélération massive du déploiement des énergies renouvelables et l'économie d'énergie en sollicitant tous les consommateurs à réaliser des efforts au quotidien. En cas d'application totale des mesures prévues, l'UE réduirait sa consommation en énergie de 30% d'ici à 2030.

Les fournisseurs alternatifs de gaz (par gazoducs ou GNL) et l'accroissement de la production, de l'importation d'hydrogène ou de biométhane sont des axes majeurs de ce plan. Il peut d'ailleurs être souligné que l'UE souhaite déployer le biométhane comme gaz du futur en prévoyant un développement à grande échelle sous 10 ans.

Tout comme la France, qui a pour principal fournisseur de GNL la Norvège, il est nécessaire pour les pays de l'UE de se tourner vers d'autres pays producteurs de gaz. Les options sont variées: environ 50 milliards de mètres cubes par an de GNL pourraient être importés du Qatar, d'Egypte, d'Afrique de l'Ouest et des États-Unis. Il est important de noter que, depuis juillet 2022 et pour la première fois de l'histoire, les importations de GNL américain ont dépassé les importations de gaz russe en Europe. Les importations en provenance du Danemark, de Norvège, d'Azerbaïdjan et d'Algérie peuvent assurer 10 milliards de mètres cubes par an.

Depuis septembre 2022, la Norvège est d'ailleurs passée premier fournisseur de gaz en Europe, devant la Russie. La stratégie d'achat serait donc commune aux pays de l'UE en mutualisant la demande et en coordonnant le stockage. Une politique commune de stockage a déjà été mise en place et atteindra 80% de ses capacités d'ici novembre 2022.

Bien que cela soit peu probable au vu de la situation actuelle, si les Européens arrivent à convaincre les États-Unis de lever les sanctions, l'Iran pourrait devenir un potentiel fournisseur. L'exploitation des gisements de gaz situés sous les eaux grecques et chypriotes (mais sur lesquelles la Turquie revendique des droits), pourrait aussi être remise au goût du jour.

La Commission mise également sur le renouvelable en proposant de porter les capacités totales de production issues d'énergies renouvelables à 1236 GW d'ici 2030, contre 511 aujourd'hui.

Le plan *RePowerEU* de la Commission européenne propose de remédier au manque énergétique en doublant sa capacité solaire photovoltaïque d'ici à 2025. Cela sera rendu possible par obligations légales.

Une stratégie européenne coordonnée sur la diffusion d'une énergie nucléaire palliant au manque de gaz est peu probable mais pas inenvisageable. La coopération atomique européenne n'en est pas à son coup d'essai, rappelons qu'au détour des paragraphes du Traité de Rome (1957) naissait la Communauté européenne de l'Énergie Atomique (EURATOM). L'initiative française visait une autonomie énergétique à long terme pour l'Europe de l'Ouest. Cependant, les projets nationaux favorisant des dépendances américaines ont supplanté cette initiative.

Dans la crise énergétique actuelle, la France possède un avantage certain comparé à ses voisins: 75% de son électricité est produite par le nucléaire. C'est la source principale d'énergie consommée sur notre sol devant le pétrole. Ce mix énergétique unique au monde devrait se moderniser, selon les promesses de début d'année du président de la République.

LES FORTES RÉPERCUSSIONS DE REPOWER

La stratégie de diversification de l'Union pour sortir du gaz russe est à nuancer puisqu'elle impacte le marché du GNL en le déséquilibrant. Une partie du marché asiatique est en transition d'un mix énergétique majoritaire au charbon vers un mix plus durable s'appuyant sur le GNL. Ces pays voient les prix grimper avec la surenchère des pays de l'UE. Les Européens spolient ainsi ces pays en voie de développement, tels que le Bangladesh ou le Pakistan, de ressources énergétiques essentielles.

De plus, les fournisseurs alternatifs de GNL vus comme principale porte de sortie ne correspondent pas aux exigences climatiques actuelles. Les États s'appuient en grande partie sur le GNL pour constituer leurs stocks de combustible en vue des hivers prochains. Cependant, les contrats signés en ces temps de crises sont des contrats de long terme (minimum 10-15 ans) qui nécessitent un investissement dans des infrastructures d'exploitations d'énergies fossiles.

Le niveau élevé d'interdépendance apportée par la mondialisation est mis en évidence aujourd'hui par l'écho qu'induit chaque conflit de la scène internationale. Les répercussions, dans le cas ukrainien sont critiques, notamment dans le secteur de l'énergie et cela pousse l'UE à trouver des alternatives. Il est cependant primordial pour les décisionnaires de garder leur sang-froid dans cette crise ukrainienne qui n'éclipse pas l'ampleur de la crise climatique.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de revues scientifiques :

Le Bec, A. (2022). La stratégie énergétique de l'Union. *Futuribles*, 450, 100-106. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/futur.450.0100>

Articles de presse :

Methivier, E., Maillard, V., Nguyen, P. & Glickman, B. (2022, 22 août). Gaz russe : l'Europe doit « faire preuve de sang-froid dans la gestion de cette crise ». *Le Monde de l'Énergie*. <https://www.lemnodedelenergie.com/gaz-russe-europe-doit-faire-preuve-sang-froid-gestion-crise/2022/08/23/>

Thompson, H. (2022, 29 septembre). Europe's Unsolved Energy Puzzle : How the Quest for Resources Has Shaped the Continent. *Foreign Affairs*. https://www.foreignaffairs.com/guest-pass/redeem/UwoAsc_j83k

Rapports gouvernementaux :

Commission européenne. (18 mai 2022). Déclaration à la presse de la Présidente von der Leyen sur les propositions de la Commission concernant REPowerEU, les déficits d'investissement dans la défense ainsi que l'aide et la reconstruction de l'Ukraine. Bruxelles: Commission européenne. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/statement_22_3164

Commission européenne. (03/2022). REPowerEU: Joint European action for more affordable, secure and sustainable energy. Bruxelles: Commission européenne. doi:10.2775/076377



Image n°3 : Giorgia Meloni en plein *meeting* politique le 23 septembre 2022 à Naples, dans le sud de l'Italie. © Andreas Solaro / AFP

La victoire de la coalition centre-droite aux récentes législatives italiennes s'accompagnera fin octobre d'un nouveau gouvernement formé par la tête montante en Italie : Giorgia Meloni. Ce nouveau gouvernement se formera exactement 100 ans après que le roi Victor Emmanuel III chargeait Mussolini d'établir son gouvernement basé sur une politique nationaliste et autoritaire.

En effet, ce dimanche 25 septembre 2022 ont eu lieu les législatives italiennes. Cette élection est marquée par une victoire à plus de 44% des scrutins de la coalition centre-droite menée par le parti *Fratelli d'Italia*. Celle qui a marqué les esprits ces derniers mois et s'est démarquée de ses alliés est la romaine Giorgia Meloni, cheffe du parti nationaliste *Fratelli d'Italia* depuis 2014.

MELONI : CHEFFE DE LA COALITION

Cette femme au parcours politique riche et varié a su conquérir l'électorat italien. Militante dès 15 ans, elle adhère en 1992 au *Movimento Sociale Italiano*, considéré comme l'héritier du parti national fasciste de Benito Mussolini. Dans une interview elle déclare « Moi je crois que Mussolini était un bon politicien, ce qu'il a fait il l'a fait pour l'Italie » (INA, 1996).

Elle partage des valeurs proches aux valeurs nationalistes d'extrême droite : anti-communiste, anti-avortement, anti-immigration, fièrement conservatrice et chrétienne. À seulement 21 ans, elle est élue conseillère de la province de Rome, sa province d'origine. Elle accède au sommet de la politique italienne : au départ en tant que militante puis en tant qu'actrice majeure de la vie politique de son pays. C'est en 2018 qu'elle rejoint la coalition centre-droite aux côtés des partis *Forza Italia* et *Lega Nord*.

Cette coalition mérite une attention particulière. Celle-ci est formée de trois partis ambitieux avec des objectifs divers. Certes, la coalition a remporté les élections mais parviendra-t-elle à prendre des décisions communes ?

Le parti *Forza Italia* est incarné par l'entrepreneur Silvio Berlusconi, qui est depuis longtemps présent sur la scène politique italienne. En effet en 1994 il devient député puis Président du Conseil des ministres, à trois reprises. Le troisième allié de cette coalition n'est autre que Matteo Salvini, chef du parti *Lega Nord*, qui depuis qu'il en est à la tête (2013), a pris une tournure souverainiste et identitaire. Quant à Giorgia Meloni, cette romaine très attachée à sa patrie, elle a su séduire le peuple italien et se détacher de son image d'admiratrice de Benito Mussolini. Elle se revendique du mouvement post-fascisme.

L'auteur québécois, Matthieu Bock-Côté, explique ce mouvement des années 1990, en rupture avec l'héritage du fascisme de Mussolini. Bien loin de la politique autoritaire et expansionniste de Mussolini, Giorgia Meloni, a pu gagner le vote des électeurs. Son programme est notamment centré sur des ambitions sociales : la lutte face à la flambée des prix et l'augmentation du chômage, les menaces de la crise migratoire et économique. En effet, la dette italienne est la deuxième plus élevée de l'Union européenne, après la Grèce. Elle atteint aujourd'hui 150% de son PIB.

LES DISCORDES AU SEIN DE LA COALITION

Cette instabilité économique, renforcée par la crise sanitaire, pourrait s'accompagner d'une instabilité politique du fait des ambitions diverses et concurrentes des partis de la coalition centre-droite. La volonté de Giorgia Meloni d'instaurer un gouvernement dans la durée ne sera peut-être pas suffisante pour convaincre ses alliés. Ces derniers seront-ils en accord maintenant que la coalition s'assure une majorité absolue à la Chambre des députés et au Sénat ? Leur position vis-à-vis de la situation en Ukraine divise déjà. Giorgia Meloni affiche clairement sa position anti-russe et s'aligne avec les déclarations de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et de l'UE. Silvio Berlusconi, affiche une certaine sympathie avec le président Poutine, avec qui il a déjà passé des séjours dans sa maison en Sardaigne. Il a également déclaré, lors d'une émission télévisée, que Poutine aurait été « poussé par la population russe, par son parti, par ses ministres, à engager cette opération spéciale » (Rai, 22/09/2022). Quant à Matteo Salvini, il a dans le passé affiché sa sympathie pour le président russe mais est surtout très proche de Viktor Orban, Premier Ministre hongrois qui tient une position plutôt indulgente vis-à-vis de la Russie. Ainsi, bien que Berlusconi et Salvini aient condamné cette agression de Moscou, leur proximité avec la Russie sème le doute quant à leur position vis-à-vis de ce conflit. En outre, la volonté des deux hommes d'accéder à des postes importants de la politique italienne dépend des futures décisions prises par Meloni. Le poste de ministre de l'Intérieur tant convoité par Salvini et la présidence du Sénat pour Berlusconi ne sont pas encore assurés.

ITALIE ET BRUXELLES : LE FACE-À-FACE

La victoire de la coalition centre-droite ne remet pas en cause la place de l'Italie et sa volonté de rester dans l'UE. En revanche, le prochain gouvernement formé par la cheffe du parti *Fratelli d'Italia* sera moins europhile que ne l'était celui de Mario Draghi qui soutenait une politique européenne ambitieuse et volontaire. Bien que Giorgia Meloni eut adopté dans le passé une position plutôt anti-Europe, avec le contexte actuel elle ne peut plus se permettre de maintenir cette position. En effet, le pays bénéficie du plan de relance européen et attend encore les 2/3 de celui-ci, soit 130 milliards d'euros.

Le pays connaît une démographie déclinante, un PIB/habitant stagnant depuis 20 ans et une industrie à forte consommation énergétique qui peut risquer de le faire tomber dans la récession courant 2023. Ainsi, l'Italie ne peut se passer de l'aide économique octroyée par Bruxelles. En revanche, les relations entre Meloni et Ursula Von der Leyen semblent tendues. En effet, tout les oppose sur le plan social. D'un côté l'italienne fièrement conservatrice, chrétienne et anti-immigration. Et de l'autre, l'allemande fièrement progressiste, multiculturaliste et pro-migrants. Le bras de fer a déjà commencé lorsque la présidente de la Commission Européenne a rappelé aux Italiens qu'elle disposait « d'instruments si les choses vont dans une direction difficile » (22/09/2022). En effet, c'est à l'UE de décider du budget du plan de relance. Cette déclaration n'arrangera sûrement pas les relations entre Bruxelles et le futur gouvernement italien.

En France, les réactions suite au résultat de cette élection, divergent. Sur Twitter, plusieurs personnalités politiques se sont exprimées. Le président du Rassemblement National, Jordan Bardella a posté « Les Italiens ont offert une leçon d'humilité à l'UE qui, par la voix de Mme Von der Leyen, prétendait leur dicter leur vote » (25/09/2022). Quant à Sandrine Rousseau, son message était plus concis et pessimiste : « les loups sont entrés en Italie » (26/09/2022). L'Élysée a publié, sans réelle prise de position : « Le peuple italien a fait un choix démocratique et souverain que nous respectons » (26/09/2022), sans tout de même se réjouir de cette victoire. Ainsi cette victoire de la coalition centre-droite en Italie fait monter le poids de l'extrême droite en Europe, initié par la Hongrie et plus récemment la Suède. La direction que va prendre la politique italienne reste à déterminer car elle est sujette aux différents desiderata des trois fortes têtes montantes de cette coalition.

BIBLIOGRAPHIE

Article de revues scientifiques :

Fédérico Santopinto, (26/09/2022). L'extrême droite au pouvoir en Italie : quelles conséquences pour l'Europe ? Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS).

<https://www.iris-france.org/170036-lextrême-droite-au-pouvoir-en-italie-quelles-consequences-pour-leurope/>

Articles de presse :

Bernard, M-V. (25/09/2022). Élections en Italie : qui est Giorgia Meloni, la leader d'extrême droite qui se voit déjà « guider le gouvernement » ? France Télévisions. https://www.francetvinfo.fr/monde/italie/elections-italiennes/italie-qui-est-giorgia-meloni-la-leader-d-extreme-droite-qui-se-voit-deja-guider-le-gouvernement_5338972.html

Borgia, G. (26/09/2022). Giorgia Meloni, candidate d'extrême droite, revendique pour son parti la direction du prochain gouvernement d'Italie. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/26/elections-en-italie-l-ultraconservatrice-giorgia-meloni-revendique-pour-son-parti-la-direction-du-prochain-gouvernement_6143153_3210.html

Nardi, Y. (23/09/2022). Pour Berlusconi, Poutine a été « poussé » à envahir l'Ukraine. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/international/pour-berlusconi-poutine-a-ete-pousse-a-envahir-l-ukraine-20220923>

Podcasts :

L'Heure du Monde, Gautheret, J. [Spotify] (22/09/2022). Élections italiennes : l'extrême droite aux portes du pouvoir. https://open.spotify.com/episode/7BRPJW8myNn3AHTLBMJB2u?si=vb_ZT0mBTD-gTs14-gpoUg

L'érito politique, Goosz, Y. [France inter] (27/09/2022). Meloni, Ovni vu d'ici. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-edito-politique/l-edito-politique-du-mardi-27-septembre-2022-6500994>

Le club de la presse, Pavlenko, D. [Europe Matin] (27/09/2022). Victoire de Giorgia Meloni en Italie : le débat de François Kalfon et Mathieu Bock-Côté. <https://www.europe1.fr/emissions/Le-club-de-la-presse/victoire-de-giorgia-meloni-en-italie-le-debat-de-francois-kalfon-et-mathieu-bock-cote-4136953>

En toute subjectivité, Roquette, G. [France inter] (27/09/2022). Giorgia Meloni vs Ursula Von der Leyen. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/en-toute-subjectivite/en-toute-subjectivite-du-mardi-27-septembre-2022-5737714>

L'érito éco, Seu, D. [France inter] (26/09/2022). Italie : Meloni ira piano sur l'économie. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-edito-eco/l-edito-eco-du-lundi-26-septembre-2022-8316510>

Vidéo :

Zoom : élections en Italie (20/04/1996). Institut national de l'audiovisuel (INA). <https://www.ina.fr/ina-eclare-actu/giorgia-meloni-alliance-nationale-freres-d-italie-reference-mussolini>



Image n°4 : Un PzH 2000 allemand en action sur le front ukrainien. © RFE / RL video

S'il existe un mot pour définir l'attitude allemande vis-à-vis de l'Ukraine, il ne s'agit certainement pas du mot « constance ». En effet, si aujourd'hui le pouvoir politique allemand semble s'être décidé pour une aide conséquente envers Kiev, ce ne fut qu'après de nombreux atermoiements. En effet, originellement, la crise ukrainienne de 2014, et notamment l'annexion de la Crimée et la mise sous protectorat des territoires de Louhansk et Donetsk, a fortement impacté la politique de défense allemande. Cela s'est notamment vu au travers du « consensus de Munich » de 2014 (Kunz 2019). Cet accord entre les grands partis politiques allemands, qui visait à développer la puissance militaire allemande dans son ensemble, s'est finalement avéré sans grandes conséquences pour l'Europe dans sa globalité.

POSTURE INITIALE

L'Allemagne, lors de la période janvier-février 2022, ne s'est pas démarquée par son soutien à l'Ukraine, au contraire. Ainsi, l'Allemagne fut loin de faire front avec les États-Unis et la partie orientale de l'OTAN, marqués par la crainte d'une Russie assimilée à l'Union soviétique et qui chercherait à recréer un glacis protecteur à l'Est. Elle ne chercha pas non plus à s'aligner sur la position française, qui, cherchant une voie entre Russie et Ukraine, aurait pu finir sur une sorte de « finlandisation » du pays.

Au contraire, l'Allemagne a d'abord cherché à conserver les bonnes grâces de Moscou. Au risque de détonner avec le reste de l'alliance atlantique, qui restait dans son immense majorité très favorable à l'Ukraine.

On peut comprendre cela par le fait que l'Allemagne, très fortement dépendante du gaz russe, ne tenait pas à froisser le Kremlin. Cela peut expliquer la pusillanimité du pouvoir allemand cherchant d'abord à envoyer du matériel « non létal », en se contentant d'envoyer 5 000 casques. À noter que, si cette livraison a fait grincer des dents à l'ouest de Donetsk (20 Minutes, 2022), cette aide fut toutefois utile à l'Ukraine, qui manquait de ce genre d'équipements protecteurs.

VOLONTÉ D'AIDER

Une fois l'invasion lancée, le pouvoir allemand a changé radicalement sa position en intensifiant fortement, bien que progressivement, les livraisons d'armes, puisant notamment dans les stocks de la *National Volksarmee*, la NVA, armée de l'ex-Allemagne de l'Est. Ces stocks, considérables mais vieillissants (près d'un tiers des missiles air-sol *Strela* se sont ainsi avérés défaillants (Huggler, 2022)), ont permis à l'Ukraine de faire jouer le nombre face à la Russie. Comprisant les missiles *Strela* précédemment évoqués, des pièces détachées de *MiG-29*, ces équipements compensent leur âge par leur nombre.

Et ces livraisons ont eu l'effet, bénéfique pour les Allemands, de les aider à vider leurs stocks, eux qui leur coûtaient temps et argent. C'est d'autant plus important pour la *Bundeswehr*, l'armée fédérale allemande, qui manque cruellement de moyens humains. De ce fait, elle va donc pouvoir user des ressources ainsi libérées ailleurs. Néanmoins, il est à prendre en compte que les matériels livrés ne sont pas uniquement ceux de la NVA, mais également du matériel en cours de remplacements (fusils-mitrailleurs MG3, transports blindés M113), voire du matériel moderne : *Flakpanzer Gepard* (canons antiaériens de 35 mm montés sur châssis de char *Leopard*) ou encore canons automoteurs PzH 2000 (Ministère fédéral de la Défense, 2022).

Autre façon d'aider l'Ukraine, l'Allemagne est à l'initiative d'un programme, le *Ringtausch*, qu'on peut traduire par « échange circulaire ». Ce programme vise à fournir aux voisins de l'Allemagne du matériel militaire occidental, en échange de fourniture de matériels militaires d'origine soviétique à l'Ukraine. Ainsi, Pologne et République tchèque recevront des chars *Leopard* allemands contre l'envoi de T-72, et la Grèce des véhicules de combat d'infanterie *Marder* en échange de l'envoi de BMP-1 (d'origine est-allemande) (Mitzer, 2022). À noter que le char *Leopard* n'a pas été envoyé sur les champs de bataille ukrainiens, ce qu'on pourrait expliquer par la différence de calibre du canon principal, 120 mm occidental contre 125 mm ex-soviétique, ce qui complexifierait la logistique. Mais cela ne tient pas vraiment, étant donné que, comme nous allons le voir, de l'artillerie de 155 mm a été livrée en masse à l'Ukraine, elle qui utilisait jusqu'alors presque exclusivement du 152 mm. Il est donc plus probable de supposer que l'Allemagne ne souhaite pas risquer la capture d'un matériel militaire *nec plus ultra* par les Russes. C'est d'autant plus compréhensible que le *Leopard* 2 est toujours en service dans la *Bundeswehr*, et qu'il le sera, toujours plus modernisé, jusqu'à l'entrée en service du MGCS, projet franco-allemand, d'ici 15 à 20 ans.

Ensuite, l'Allemagne a également fourni un effort au niveau de l'artillerie, envoyant notamment les fameux *Panzerhaubitze 2000* (obusier blindé 2000), ou PzH 2000, un canon automoteur de 155 mm. Ce système d'artillerie dernier cri est doté d'un système de recharge automatique lui permettant d'envoyer un obus toutes les 3 secondes (Krauss-Maffei Wegmann).

Cette aide en artillerie, réclamée à cor et à cri par le pouvoir ukrainien, a probablement fait la différence sur le champ de bataille, puisque les tubes modernes de 155 mm occidentaux possèdent de meilleures capacités balistiques que le 152 mm soviétique. De ce fait, ces canons offrent donc des possibilités tactiques étendues, puisqu'ils permettent de frapper avec un risque de riposte réduit. Le seul inconvénient du PzH 2000 sur le front ukrainien est l'usure rapide de son canon, du fait du dépassement des 100 coups par jour prévus (Lagneau, 2022). Cela est fâcheux pour Krauss-Maffei Wegmann, le constructeur, d'autant plus que le CAESAR ne semble pas avoir été victime d'un tel défaut. Cela peut expliquer le récent succès commercial du système d'artillerie français, avec une multiplication des contrats d'achats à l'étranger, succès commercial que le PzH 2000 n'a pas eu hors d'Ukraine. Cette aide actuelle, ce changement de paradigme, peut s'expliquer par le fait que l'invasion de l'Ukraine a véritablement traumatisé les pouvoirs allemands. Politique d'abord, qui s'est aperçu que l'interdépendance et l'imbrication économique contemporaine ne pouvait garantir la paix. Militaire ensuite, qui s'est rendu compte que la *Bundeswehr* n'était pas prête au combat. Pour développer ce point, on peut citer le post LinkedIn du *Generalleutnant* Alfons Mais, qui s'est lamenté de l'état de déliquescence et d'impréparation de l'armée fédérale (Wieder, 2022). On peut donc se demander si cette aide ne s'explique pas par la volonté de gagner du temps pour refaire de l'armée fédérale une armée qui compte, voir, comme semble le vouloir le chancelier Olaf Scholz, d'en faire « la force armée la mieux équipée d'Europe » (La Tribune, 2022).

ET APRÈS ?

Cette implication en Ukraine montre que l'Allemagne craint moins de s'impliquer à l'extérieur, elle qui ne s'était préalablement engagée que dans une poignée d'opérations extérieures, et encore dans des conditions bien précises. On peut toutefois se demander si, à l'heure où l'Allemagne amorce un réarmement, la livraison de matériels va pouvoir continuer, ou si la *Bundeswehr* va tenter de s'approprier ceux qui sortiront des usines. Même si la volonté politique semble aller vers les deux, avec d'un côté le fonds de 100 milliards d'euros pour les armées allemandes, et de l'autre la volonté de continuer à livrer pour des centaines de millions d'euros de matériel à l'Ukraine (Deutsche Welle, 2022). À voir si l'Allemagne est capable, tant en termes de volonté politique que de capacité économico-industrielle, de poursuivre ces deux lièvres à la fois. Au vu du passé, c'est peut-être le premier point qui sera le plus dur à surpasser.

BIBLIOGRAPHIE

Article de revue :

Kunz, B. (2019). Un contexte plus large : l'engagement baltique de l'Allemagne, le « consensus de Munich » et l'avenir de la sécurité européenne. *Stratégique*, 121-122, 229-242. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/strat.121.0229>

Articles de presse :

(2022, août 24). Six mois de guerre en Ukraine vus depuis l'Allemagne. Deutsche Welle. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.dw.com/fr/allemande-guerre-en-ukraine-politique-%C3%A9nerg%C3%A9tique-livraison-darmes-r%C3%A9fugi%C3%A9s/a-62915240>

20 Minutes. (2022, 27 janvier). Ukraine : L'Allemagne refuse d'envoyer des armes, mais va faire livrer 5.000 casques. 20 Minutes. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.20minutes.fr/monde/ukraine/3224619-20220127-ukraine-allemande-refuse-envoyer-armes-va-faire-livrer-5000-casques>

Huggler, J. (2022, 4 mars). Anti-aircraft missiles Germany offered Ukraine don't work. The Telegraph. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2022/03/04/anti-aircraft-missiles-germany-offered-ukraine-dont-work/>

La Tribune. (2022, 16 septembre). Scholz veut faire de l'Allemagne « la force armée la mieux équipée d'Europe ». La Tribune. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/scholz-veut-faire-de-l-allemande-la-force-armee-la-mieux-equippee-d-europe-932868.html>

Lagneau, L. (2022, 31 juillet). Les obusiers PzH-2000 fournis à l'Ukraine par l'Allemagne ont du mal à tenir la cadence. Opex360. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <http://www.opex360.com/2022/07/31/les-obusiers-pzh-2000-fournis-a-lukraine-par-lallemande-ont-du-mal-a-tenir-la-cadence/>

Wieder, T. (2022, 26 février). Guerre en Ukraine : l'Allemagne s'inquiète de l'état de faiblesse de son armée de terre. Le Monde. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/26/guerre-en-ukraine-l-allemande-s-inquiete-de-l-etat-de-faiblesse-de-son-armee-de-terre_6115339_3210.html

Sitographie :

(2022, 28 septembre). Militärische Unterstützungsleistungen für die Ukraine (Assistance militaire à l'Ukraine). Bundesregierung. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/krieg-in-der-ukraine/lieferungen-ukraine-2054514>

(s. d.). PzH 2000 - The world's most modern howitzer. Krauss-Maffei Wegmann. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.kmweg.com/systems-products/tracked-vehicles/artillery/pzh-2000/>

Mitzer, S. (2022, 6 septembre). Flawed But Commendable : Germany's Ringtausch Programme. Oryx. Consulté le 29 septembre 2022, à l'adresse <https://www.oryxspioenkop.com/2022/09/flawed-but-commendable-germanys.html>

DOSSIER

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN SUÈDE

SOMMAIRE

14 INTRODUCTION

Louise Choquet

15 GENÈSE D'UNE STABILITÉ EXEMPLAIRE : « MODÈLE SUÉDOIS », MODE D'EMPLOI

Léna Chalmeau

20 LA MONTÉE DE L'EXTRÊME- DROITE EN SUÈDE : UNE MATRICE GÉOPOLITIQUE COMMUNE AUX AUTRES PAYS EUROPÉENS

Evan Lerouvillois

23 LA SUÈDE EST-ELLE TOUJOURS UN MODÈLE POLITIQUE ?

Juliette Gribovalle

26 CARTES ET GRAPHIQUES

Louise Choquet

28 CONCLUSION

Louise Choquet



Introduction

RÉDIGÉE PAR LOUISE CHOQUET

Les élections législatives suédoises de 2022 se sont tenues le 11 septembre, dans le but de renouveler les 349 membres du parlement monocaméral suédois, le *Riksdag*. Ces élections sont déterminées par un scrutin proportionnel plurinominal et sont programmées tous les quatre ans, le second dimanche du mois de septembre, en même temps que les élections municipales et régionales.

Ce 11 septembre 2022 a donc été marqué par le retournement de situation annoncé par les sondages. En effet, alors que dans un premier temps, une victoire de justesse était annoncée pour la gauche, les prévisions de fin de soirée ont plutôt donné les droites vainqueurs. Ce scénario de dernière minute s'est révélé juste puisque le grand vainqueur de la soirée est le parti nationaliste anti-immigration des Démocrates de Suède, dirigé par Jimmie Åkesson. Le parti de ce dernier obtient 20,7%, un nouveau record. Bien que ce score ne soit pas le plus élevé parmi les autres partis en lice, il leur permet de devenir le premier parti des droites et le second parti de Suède. Le parti ayant obtenu le plus de voix est le parti social-démocrate de la Première ministre Magdalena Andersson, avec un score de 30,5%. L'enjeu du scrutin est lié à la place que prendront les Démocrates de Suède. Ce parti, qui fut fondé à la fin des années 1980 par des groupes néo-nazis, pourrait effectivement gouverner via une coalition avec le parti d'extrême droite. Si auparavant toute collaboration avec ce parti était impensable, suite à ces résultats la droite suédoise n'a pas d'autres choix que d'y songer si elle veut gouverner. Le *Riksdag* se retrouve ainsi scindé en deux blocs. D'un côté, le bloc de gauche se compose des sociaux-démocrates, des Verts, le Parti de gauche et le Parti du centre, et obtient 48,88% des voix au total soit 173 sièges. De l'autre, le bloc de droite, constitué des conservateurs, des démocrates-chrétiens et des libéraux alliés à l'extrême droite obtient 49,63%, soit 176 sièges au parlement.

La campagne autour de ces élections a été particulièrement marquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022. Cette guerre deviendra alors le sujet phare des élections puisque les enjeux de celle-ci ré-ouvriront les débats au sujet de l'adhésion de la Suède à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). D'un point de vue général, les débats autour de ces législatives se sont centrés sur des questions sécuritaires. Si la guerre russo-ukrainienne y est pour beaucoup, l'immigration importante et les règlements de comptes meurtriers entre bandes criminelles ont également permis aux enjeux sécuritaires d'être mis en avant.

Avec le résultat de ces élections, le monde regarde avec plus d'attention la Suède, d'autant plus que le nouveau gouvernement suédois sera chargé de finaliser la candidature du pays à l'OTAN et prendre la présidence de l'Union européenne dès le 1er janvier 2023. Ainsi, au vu des différents paradoxes qui composent la Suède, tel que son ouverture internationale (souhait d'adhésion à l'OTAN) et les résultats des élections législatives donnant pour vainqueur le bloc de droite (souhait d'arrêter les migrations vers la Suède), il est possible de se demander **dans quelle mesure les différentes crises internationales ont-elles influencé la politique suédoise?**

Dans un premier temps, il s'agit d'étudier le passé de la Suède pour déterminer quelles sont les causes qui influencent aujourd'hui la politique du pays. Dans un second temps, il convient d'aborder les différentes crises que traverse le monde et leurs répercussions dans le pays. Il est finalement question de détailler la politique nationale de la Suède, ainsi que son souhait d'adhésion à l'OTAN.



Genèse d'une stabilité exemplaire : « modèle suédois », mode d'emploi.

RÉDIGÉ PAR LÉNA CHALMEAU



Image n°5 : Façade du Parlement Suédois. © Larske.

FONCTIONNEMENT ET TRADITIONS DE LA DÉMOCRATIE SUÉDOISE : LA PLACE CENTRALE DES PARTIS POLITIQUES

À l'effet de la compréhension des enjeux et mutations de la politique intérieure et extérieure suédoise, il convient de revenir brièvement sur le fonctionnement intrinsèque du régime monarchique suédois. Le Roi de Suède, Charles XVI Gustave, occupe une place symbolique et honorifique mais n'exerce aucun pouvoir politique. En effet, depuis l'amendement de la Constitution de Suède en 1974, la Suède est une monarchie constitutionnelle monocamérale (une seule chambre parlementaire) : le *Riksdag* ou Diète Royale. Cette dernière s'acquitte du pouvoir législatif et est le représentant exclusif et privilégié du peuple. Après les élections générales, le président du *Riksdag* désigne un potentiel Premier ministre parmi la majorité parlementaire. Cette proposition est soumise au vote à majorité absolue du *Riksdag*.

Le Premier ministre, chef de l'exécutif, compose alors entièrement son gouvernement. La Suède est donc une démocratie représentative. Les partis politiques qui représentent les citoyens suédois occupent ainsi une place importante dans la vie politique.

Caractéristique des démocraties scandinaves, le pentapartisme (cinq partis politiques dominants) est un des fondements du système politique suédois. Ces cinq partis majeurs se divisent en deux blocs distincts : le bloc de gauche composé du parti radical de gauche et du parti social-démocrate ; et le bloc de droite composé des conservateurs, agrariens et des libéraux. Traditionnellement, la dichotomie entre la droite et la gauche est fortement prononcée, autant dans les idées et valeurs défendues que dans les modes opératoires, édifiant ainsi une forte stabilité partisane. Il est important de comprendre que la solidité du bipartisme ainsi que la fidélité des électeurs à leur bord politique sont inhérents à l'histoire politique de la Suède. De ce fait, elle a connu, contre toute attente, une longue période de stabilité politique au XXe siècle.

1840-1930 : LA FUITE VERS LE RÊVE AMÉRICAIN

Entre 1840 et 1930, la Suède connaît plusieurs crises de nature économique, sociale et démographique. Dans une Europe en proie à la dépression économique au milieu du XIX^{ème} siècle, puis dans le contexte de la Première Guerre mondiale au début du XX^{ème}, 1,5 million de suédois fuient la famine et la misère entre 1850 et 1920 pour s'installer principalement aux États-Unis. L'exode suédois de masse se divise en cinq grandes phases (Joy K. Lintelman, 2009), et connaît un pic au printemps 1841. Le pays enregistre alors le troisième plus haut taux d'émigration européen après l'Irlande et la Norvège. Il est nécessaire de comprendre les causes et conséquences de cet exode de masse, si traumatique pour le pays, afin d'aborder de manière éclairée les évolutions politiques actuelles de la Suède.

Une période polaire ayant affecté le climat durant plusieurs années consécutives et une épidémie massive font sombrer le pays dans la Grande Famine suédoise entre 1867 et 1869. Le secteur agricole, dont dépendent les revenus d'au moins trois quarts de la population, subit de mauvaises récoltes. Les campagnes sont à la fois surpeuplées et enclavées du fait du manque de réseaux de communication. Les récoltes étant trop maigres pour nourrir les populations rurales, celles-ci sont donc les premières touchées par la famine et la misère et nombre d'entre eux émigrent dans les plaines fertiles du *Midwest* américain. De plus, l'Église d'État luthérienne exerce un fort pouvoir politique. Elle est notamment à l'origine du *Konventikelplakatet*, une loi qui interdit toute réunion ou pratique religieuse hétérodoxe. Cette loi est vécue comme une répression religieuse et provoque des ressentiments forts parmi les pratiquants dissidents. Une grande partie de la population voit les États-Unis comme un eldorado républicain, où chacun est libre d'exercer sa religion. Les causes de cette émigration massive sont donc à la fois économiques, sociales, politiques et religieuses, et vont avoir des conséquences importantes.

Tout d'abord, l'économie suédoise va s'adapter pour pallier aux insuffisances révélées par la crise et faire face au dépeuplement des campagnes. Dans un contexte de révolution industrielle en Europe, d'accroissement du progrès technique et d'intensification de la concurrence, les secteurs primaires et secondaires se modernisent.

L'agriculture passe d'une structure villageoise à un modèle de fermes privées et se commercialise de plus en plus, même au-delà des frontières du pays. En effet, la crise va aussi accélérer l'ouverture de la Suède au commerce extérieur : l'année 1864 marque la fin du protectionnisme et le début de la liberté d'entreprise totale. Simultanément, le secteur secondaire connaît une évolution florissante avec le développement des industries du bois et du fer notamment. Cela se répercute également sur la stratification sociale du pays, avec le déclin des populations rurales des couches inférieures, profitant à l'essor de la classe moyenne ouvrière. Cette dernière va progressivement se politiser et revendiquer de meilleures conditions de travail, avec le soutien de nouveaux acteurs politiques.

Alors que la crise démographique sans précédent alarme les autorités séculaires et spirituelles, qui voient l'émigration comme une « manie », une « frénésie » irrationnelle trahissant un manque de patriotisme, les contre-pouvoirs gagnent en popularité et en visibilité. D'un autre côté, les libéraux dénoncent un manque de compréhension et d'écoute de la part de ces autorités. La presse libérale, de plus en plus influente, s'insurge « Oui, l'émigration est en effet une "manie". La manie de vouloir manger à sa faim après s'être affamé en travaillant ! La manie de vouloir subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille de manière honnête ! » dans le journal *Göteborgs Handels- och Sjöfartstidning* (1851). La montée en puissance de l'opposition libérale au snobisme et au conservatisme politique du régime monarchique ainsi qu'à la répression religieuse éveille la conscience politique des populations, en particulier dans la nouvelle classe moyenne ouvrière. Des manifestations populaires éclatent en 1848 suite à l'abolition des corporations en 1846. S'en suivent les premières réformes libérales libre-échangistes sous Charles XV, puis la réforme électorale de 1865 qui donne naissance au *Riksdag*. Ce contexte est donc favorable à l'essor des trois grands partis politiques : les conservateurs, les libéraux et les sociaux-démocrates fondés respectivement en 1904, 1902 et 1889.

« Cette crise profonde entre 1850 et les années 1930, économique, sociale, et le traumatisme que constituent ces vagues d'émigration sont à prendre en compte pour comprendre la mise en place d'un projet moderniste à échelle nationale : le *Folkhem*, [...] principe fondateur de l'hégémonie politique des sociaux-démocrates au pouvoir en Suède entre les années 1920 et 1970. » (Théo Fouéré, 2020).

LA RECHERCHE D'IDENTITÉ NATIONALE À TRAVERS L'ÉDIFICATION DU FOLKHEM ET DU « MODÈLE SUÉDOIS » AU XXÈME SIÈCLE

Après la Première Guerre mondiale et la dernière vague d'émigration suédoise, les régimes fascistes autoritaires se multiplient aux quatre coins de l'Europe. Le peuple suédois craint ces idéologies et les conservateurs échouent à garder le pouvoir. Ce contexte favorise l'ascension du *Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti* (SAP), en français le parti social-démocrate, dont l'idéologie trouve son origine dans le marxisme, réorienté habilement sous l'égide de l'État en proposant au peuple de « s'unir et de prendre conscience de sa possibilité d'unité et de travail commun ». Cela lui confère les votes traditionnels de la classe ouvrière, nouvellement émancipée depuis les années 1880-1890. Le règne de Gustave V (1907-1950) est symbolique pour la vie politique suédoise puisqu'il est le dernier monarque à y avoir pris part, en 1914. C'est aussi une période de consolidation démocratique et d'affirmation du SAP. Celui-ci devient majoritaire au *Riksdag* en 1917 et arrive en tête à toutes les élections depuis, sans exception. Il connaît une brève interruption du pouvoir entre 1926 et 1932 avant de le reprendre et de conserver la majorité jusqu'en 1976. Il obtient même deux fois la majorité absolue en 1940 et 1968. Son influence se répercute à la fois dans les politiques structurelles de l'État, dans la société et dans les mentalités suédoises. C'est donc sous cette domination historique du SAP que la Suède va connaître sa plus longue période de stabilité politique.



Image n°6 : Per Albin Hansson devant le *Riksdag* lors de son discours. © Wikipédia

Les deux principes fondateurs de l'hégémonie du parti sont le *Folkhemmet* ou *Folkhem*, littéralement le « foyer du peuple » et sa mise en œuvre à travers ce qui est appelé aujourd'hui le « modèle suédois ». Le *Folkhem* est un projet moderniste à échelle nationale mené par Per Albin Hansson, Premier ministre à quatre reprises entre 1932 et 1946, considéré aujourd'hui comme le « père » du peuple suédois. L'ambition de ce projet est l'édification d'une nouvelle forme de nationalisme constructeur. Hansson souhaite faire de la Suède un véritable foyer, l'eldorado de sa propre population. Il prononce un discours célèbre en 1928, où il explique :

« Les fondements du foyer sont la solidarité et l'esprit de communauté. Le foyer idéal ne connaît ni privilégiés, ni déshérités, ni enfants chéris ni beaux-fils. Nul n'y méprise l'autre, nul n'essaye de tirer de profits aux dépens de l'autre, le fort n'opprime ni ne dépouille le faible. Au sein du "foyer" idéal règnent égalité, considération, coopération et volonté de secourir les autres. [...] Pour que la société suédoise devienne le "foyer des citoyens", il faut que les différences de classes s'aplanissent, que les services sociaux se développent, que l'égalité économique se réalise, que les employés soient prêts à prendre part à l'administration de l'économie, que la démocratie, y compris sociale et économique soit menée à bien. »

Après la crise de 1929, le gouvernement lance des politiques keynésiennes de relance par la consommation, et d'intervention de l'État-providence. Puis en 1938, la convention de *Saltjöbaden* est signée entre les centrales syndicales et patronales. Le projet politique des sociaux-démocrates se fonde donc sur le dialogue social et une relation de confiance à plusieurs niveaux : dans l'entreprise comme sur le plan national. Le parti entreprend également de nombreuses réformes sociales (droit des travailleurs, droit des femmes), satisfaisant ainsi les besoins et demandes des citoyens, qui lui assurent par le vote une place privilégiée au *Riksdag*. C'est ainsi que naît le « modèle suédois ».

« L'association de succès économiques à la stabilité politique, dans un régime démocratique maintenu et renforcé, la baisse de la conflictualité sociale à laquelle se substitue le compromis social assumé par des acteurs représentatifs et bien organisés, constitue un ensemble tout à fait exceptionnel dans l'Europe des années 1930, où se multiplient les régimes autoritaires. »

(Gilles Vergnon, 2015)

DÉCLIN DU SAP DEPUIS LES ANNÉES 1970, TERRAIN FERTILE POUR LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Aux élections de septembre 1970, les partis d'opposition, les sociaux-démocrates sont en difficulté pour la première fois depuis plus de 40 ans avec un score de 45,3% des suffrages exprimés. Olof Palme (leader du SAP, élu chef du gouvernement entre 1969-1976 et 1982-1986) est contraint de chercher la conciliation avec l'opposition. Il fait finalement accepter une politique d'austérité budgétaire en 1971. Puis entre 1964 et 1975, le pays passe par une crise économique généralisée avec la montée exponentielle du chômage, de l'inflation, de la dette extérieure et du déficit budgétaire. Olof Palme va à nouveau resserrer les budgets et l'intervention de l'État, ce qui va à l'encontre de la ligne directrice traditionnelle du parti. Celui-ci commence à s'adapter à la conjoncture électorale et à se rapprocher de positions « libérales de gauches » pour obtenir une réserve de voix au centre. La perte de cohérence avec la ligne directrice du parti cause la confusion et la déception croissante chez leur électorat ouvrier. Cela se traduit par une nouvelle régression lors des élections de 1973. Puis le SAP passe dans l'opposition en 1976, ce qui constitue une réelle crise politique. Une coalition se met en place à gauche.

Pendant les années 1980, des grèves de masses éclatent en Suède pour protester contre les conventions collectives, c'est le plus important conflit du travail depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1990, le SAP est à nouveau vaincu. Le gouvernement de centre-droit opère une conversion à l'économie de marché : poursuite de l'austérité draconienne, diminution de la pression fiscale, privatisation. Ces événements qui s'accumulent viennent remettre en question du bon fonctionnement du « modèle suédois » et de sa durabilité. En 1994, c'est le retour des sociaux-démocrates au pouvoir, mais la réduction des dépenses publiques se prolonge, au plus grand désarroi des électeurs. L'affaiblissement des partis traditionnels de droite et de gauche et les frontières de plus en plus poreuses entre les programmes et idées défendues par ceux-ci sont les principales causes de l'implosion récente du bipartisme en Suède, mais également partout ailleurs en Europe.

Ce déclin s'accompagne de l'apparition de nouveaux partis en lien avec les nouvelles préoccupations citoyennes : l'écologie et l'immigration.

1976	152 / 349	2 324 603	42,8	1 ^{er}	Opposition
1979	154 / 349	2 356 234	43,2	1 ^{er}	
1982	166 / 349	2 533 250	45,6	1 ^{er}	
1985	159 / 349	2 487 551	44,7	1 ^{er}	
1988	156 / 349	2 321 826	43,2	1 ^{er}	
1991	138 / 349	2 062 761	37,7	1 ^{er}	Opposition
1994	161 / 349	2 513 905	45,3	1 ^{er}	Gouvernement Carlsson III
1998	131 / 349	1 914 426	36,4	1 ^{er}	Gouvernement Persson I
2002	144 / 349	2 113 560	39,9	1 ^{er}	Gouvernement Persson I
2006	130 / 349	1 942 625	35,0	1 ^{er}	Opposition
2010	112 / 349	1 827 497	30,7	1 ^{er}	
2014	113 / 349	1 932 711	31,0	1 ^{er}	Gouvernement Löfven
2018	100 / 349	1 830 386	28,3	1 ^{er}	Gouvernement Löfven
2022	107 / 349	1 964 474	30,3	1 ^{er}	

Image n°7 : Résultat aux élections générales du SAP depuis 1976. © Wikipédia

Parmi ces nouveaux partis se distingue celui des Démocrates de Suède, parti nationaliste de droit populiste fondé en 1988. Ce parti s'inscrit dans les nouveaux mouvements d'extrême-droite populiste, « des mouvements électoralistes qui pour la plupart d'entre eux ne militent pas pour un ordre nouveau fasciste et national, mais militent pour un souverainisme libéral anti-immigration » (Christophe Bourseiller, 2020).

Le renouvellement de ce bord politique s'opère dans les années 1950-1960, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les Démocrates de Suède adoptent une stratégie de communication opérant ainsi un changement de leur image, de leur terminologie et de leur rhétorique. Ils créent également de nouveaux canaux d'information. Cette manœuvre a pour finalité la rupture avec les références au nazisme et au fascisme, sous couvert d'opposition au multiculturalisme et de défense de la « suédité¹ ». La transformation s'opère également à travers un changement de rythme : « Ce qui je crois est très intéressant, c'est lorsque des militants de l'extrême-droite radicale font le deuil de leurs illusions et deviennent finalement pragmatiques, se disent que plutôt que d'instaurer l'ordre nouveau donc ils rêvent, ils peuvent pas à pas changer la société présente. » (Christophe Bourseiller, 2020). Une rhétorique de victimisation prend racine dans les années 1980 avec l'idée qu'il n'y a pas de libre expression vis-à-vis des politiques d'immigration et de leur critique. Les militants d'extrême-droite entretiennent aussi une certaine nostalgie du *Folkhem*, comme un paradis perdu à cause du multiculturalisme.

1 : Le terme de « suédité » est prononcé la première fois par Per Engdahl en 1946. Il désignerait « ce qui fait que l'un est suédois par essence, et pas l'autre », mais il n'a pas de définition propre. Son sens repose sur un pari fait sur l'instinct populaire.

Les Démocrates de Suède s'ancrent dans le paysage politique à partir des années 1990, dans un contexte de difficultés politiques à établir une majorité, l'amorce de l'affaiblissement du clivage gauche-droite et l'apparition des premiers enjeux socioculturels d'immigration dans le débat politique et public. Entre 1995 et 2004, le parti fait un travail de restructuration et de réforme de ses modes d'expression (interdiction de fumer et boire, bulletin avec la liste des symboles acceptés, manifestations strictement réglementées, etc). Le but de cela étant de se rapprocher d'une assiette d'électeurs plus large, ils gagnent en visibilité et parviennent à s'approprier les revendications ouvrières. On peut comparer cette stratégie avec celle du Rassemblement National en France.

Pour conclure, le paysage politique suédois a connu de nombreuses mutations. Le SAP s'y est imposé pendant plus de 40 ans, imprégnant le pays, la société et les mentalités suédoises d'idées réformistes et libérales. La tentative d'affirmation d'une identité nationale et d'un nationalisme constructeur a porté ses fruits, donnant naissance au « modèle suédois » admiré par les gauches européennes. Cependant il existe une autre lecture de l'histoire, défendue par les partis d'extrême-droite, qui s'enracine peu à peu dans la vie politique, alors que la domination du SAP s'étiole.



La montée de l'extrême-droite en Suède : une matrice géopolitique commune aux autres pays européens.

RÉDIGÉ PAR EVAN LEROUVILLOIS



Image n°8 : Matteo Salvini félicite Viktor Orbán pour sa victoire électorale du 04 avril 2022. © Szilárd Koszticsák/MTI.

L'arrivée au pouvoir en Suède d'un gouvernement de coalition formé par un parti conservateur et un parti d'extrême droite résulte d'un processus long et historique, comme évoqué précédemment, et est révélateur de nombreux bouleversements au sein du pays.

Tout d'abord, ces élections législatives s'inscrivent dans une tendance de fond en Europe, qui voit depuis de nombreuses années l'extrême-droite se rapprocher du pouvoir, voire parfois le conquérir. La Hongrie, dirigée par Viktor Orbán depuis mai 2010, ou récemment l'Italie, où Giorgia Meloni – tête de file de l'extrême-droite italienne – est en passe de devenir la nouvelle Première ministre après son score historique aux législatives de septembre 2022, se réclament de courants nationalistes qualifiés d'extrêmes par de nombreux opposants. L'exemple de la France est également frappant : aux élections législatives de juin 2022, le Rassemblement National (RN) a opéré une percée au sein de l'Assemblée nationale avec 89 députés, un score historique pour ce parti pourtant profondément ancré dans le paysage politique français depuis quelques dizaines d'années.

Le constat est ainsi clair : les pays européens assistent depuis quelques années à une montée et à un renforcement des partis d'extrême-droite, qui grâce à des coalitions avec des conservateurs – ou par la simple force des votes – arrivent au pouvoir. Une fois ce constat établi, il est cependant nécessaire et primordial de se demander quels sont les facteurs internes et externes qui permettent de créer un terreau favorable à la montée des extrêmes, particulièrement en Suède, où les divers bouleversements géopolitiques récents ont profondément impacté la société suédoise.

L'INFLUENCE DE LA CRISE MIGRATOIRE DE 2015

En 2015, l'Europe est confrontée à une crise migratoire sans précédent. Les différents gouvernements européens doivent se coordonner afin d'élaborer une politique d'accueil commune. À ce titre, la Suède, alors gouvernée par une coalition de partis de gauche, décide de mettre en place une politique d'accueil forte. En comparaison avec les autres pays d'Europe, la Suède est alors le pays qui, proportionnellement à la taille de sa population, accueille le plus de migrants.

Cependant, depuis quelques années, l'intégration des migrants au sein de la société suédoise s'est avérée être de plus en plus difficile et surtout contestée par une large partie de la population. Les revendications à l'encontre de cette politique d'immigration favorable sont nombreuses : il est reproché aux migrants de ne pas s'intégrer suffisamment à la société suédoise, notamment à la culture nordique, ou de saturer le marché du travail. Ces revendications ne sont pour autant pas spécifiques à la situation suédoise : partout en Europe où montent les extrêmes, une partie des citoyens reprochent aux migrants de ne pas assez s'adapter à la culture « nationale » et de saturer en partie le marché de l'emploi ou de capter trop grandement les différentes aides publiques. C'est une matrice commune aux pays d'Europe où l'extrême droite est en constante progression.

Fin avril 2022, cette colère croissante au sein d'une partie de la population suédoise s'est manifestée au cours d'emeutes d'une grande violence. Ces émeutes, de l'aveu de l'ancienne Première ministre, Magdalena Andersson, sont la preuve que « l'intégration des immigrés est un échec ». Malgré un durcissement de la politique d'accueil, une majorité des Suédois n'a pas pardonné à l'ancienne Première ministre l'accueil en grand nombre de migrants, selon eux responsables de multiples maux rongeant le pays, notamment une criminalité grandissante et des difficultés économiques. Les émeutes opposaient d'un côté, des habitants des quartiers populaires protestant contre la venue d'un leader extrémiste danois et de l'émergence d'un mouvement anti-islam, et de l'autre, des partisans de l'extrême droite accusant les immigrés de provoquer les nombreux problèmes dont le pays est alors en proie.



Image n°9 : Les manifestations en Suède d'avril 2022 © TT NEWS AGENCY / REUTERS

La crise migratoire, débutée en 2015 en Europe, a donc profondément impacté et divisé la société suédoise et a largement favorisé la montée en puissance de l'extrême-droite au sein du paysage politique national.

LA REDÉFINITION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SUÉDOISE : LA PEUR PRÉGNANTE DU VOISIN RUSSE

L'influence russe en Europe du Nord est à prendre en compte pour comprendre l'accession au pouvoir du nouveau gouvernement, placé par de nombreux spécialistes et observateurs à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Historiquement, la Suède a toujours adopté, en matière de politique étrangère, une stratégie de non-alignement. Cependant, depuis quelques années, la politique étrangère suédoise semble dévier de cette stratégie (appliquée pourtant depuis des siècles) et se diriger, inévitablement, vers un rapprochement et une entrée au sein de l'Alliance atlantique. Les événements en Ukraine et la peur du voisin russe, qui a désormais démontré sa dangerosité, ont accéléré cette mutation déjà amorcée de la stratégie militaire du pays et pousse ainsi les Suédois à remettre en question cette stratégie de non-alignement et à se porter candidat à une adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.



Image n°10 : La Suède et la Finlande deviennent officiellement candidats à l'adhésion à l'OTAN © OTAN

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, une large partie de la population suédoise a pris conscience de la menace que représente la Russie. La violence engendrée en Ukraine par les soldats russes, mise en avant par de nombreuses images relayées par les médias, a provoqué en Suède un changement de paradigme dans la formulation de la politique étrangère. Selon l'article publié par Euronews, 50% des Suédois sont désormais favorables à une adhésion à l'OTAN.

Le témoignage d'une habitante suédoise, apparaissant dans l'article précédemment mentionné, confirme cette nouvelle tendance et la fin de la politique de non-alignement :

« Avant, j'étais absolument contre, parce que je pensais que nous devions rester neutres comme nous l'avons toujours été. Mais avec l'invasion de la Russie, j'ai un peu changé d'avis, parce que tous les pays du monde et en particulier les pays nordiques ou scandinaves ne sont plus en sécurité ».

L'AVENIR DE LA DEMANDE D'ADHÉSION DE LA SUÈDE À L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Bien que l'arrivée au pouvoir en Suède d'une coalition de droite rebatte les cartes et remette en question la politique intérieure, et plus largement le système suédois, il en est de même concernant la demande d'adhésion de la Suède à l'OTAN, amorcée par l'ancien gouvernement : les nouvelles élections et la victoire de la coalition des conservateurs ainsi que de l'extrême-droite pourraient remettre en question cette demande d'adhésion. En effet, un trait caractéristique des partis extrémistes en Europe est la constante critique de l'Union européenne, de l'OTAN et une amitié affichée avec le régime russe. L'homme fort de l'extrême-droite en Suède, Jimmie Åkesson, ne s'est pas encore prononcé à propos des événements ayant lieu en Ukraine et de la demande d'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique, préférant pour le moment se concentrer sur la politique intérieure suédoise.

Les tractations pour la formation du nouveau gouvernement étant en cours, il est fort à parier que cette question épique ne sera pour le moment pas une priorité en Suède. Cependant, il semble communément admis par l'ensemble des formations politiques suédoises de la nécessité d'adhérer à l'OTAN, afin de garantir la sécurité et la souveraineté de la nation suédoise, aujourd'hui remises en cause par l'agressivité affichée du voisin russe. De plus, l'opinion publique, désormais largement favorable à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, pourrait très largement influencer la coalition de droite à ne pas dévier de la direction, déjà largement amorcée, de la politique étrangère suédoise, qui semble inévitablement se diriger vers la fin de sa stratégie de non-alignement et vers une adhésion à l'OTAN.

Depuis quelques années, la crise migratoire touchant l'Europe divise et fragilise la société suédoise. Cette instabilité grandissante a été un terreau idéal pour la montée de l'extrême-droite, partout en Europe, mais particulièrement en Suède. De plus, les récents événements en Ukraine et l'ombre que laisse planer la Russie sur l'Europe du Nord, impactent directement la formulation de la politique intérieure et étrangère de la Suède. Ils ont également abouti à une cristallisation des craintes suédoises envers son voisin russe, influençant directement leur volonté d'adhérer à l'OTAN.



La Suède est-elle toujours un modèle politique ?

RÉDIGÉ PAR JULIETTE GRIBOVALLE



Image n°11 : Célébration des partisans du parti Démocrate de Suède © JONATHAN NACKSTRAND / AFP.

La Suède est depuis longtemps une référence de politique sociale. Pourtant, le thème principal de ce dossier le rappelle : en septembre 2022, les citoyens ont voté en majorité pour la coalition de droite et d'extrême-droite, ce qui remet en question cette admiration. L'arrivée au pouvoir d'un parti d'extrême-droite issu d'une mouvance néo-nazie pose des questions tant pour l'équilibre de l'Union européenne que pour les suédois.

LA SUÈDE, SYNONYME DE PROGRÈS ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Pendant de nombreuses années, la Suède a fait figure de modèle pour tous les pays européens. Ses mesures politiques en faveur du droit des femmes et pour l'environnement en sont, notamment, les principales raisons. À titre de comparaison, la contraception est légalisée en 1938 en Suède, soit près de trente ans avant la France et sa loi Neuwirth de 1967. Si le droit à l'avortement a été établi à la même période dans ces deux pays, c'est en 1947 que l'égalité salariale est garantie en Suède, en France il faudra attendre 1972.

Concernant le droit de vote, depuis 1862 les suédoises mariées peuvent voter aux élections municipales et depuis 1906 celles non mariées également. En 1909, elles sont éligibles aux conseils municipaux et en 1919 elles peuvent être élues aux élections législatives. En France, en 1925, des femmes sont élues lors des élections municipales mais les résultats sont annulés quelques jours après par le Conseil d'État. C'est en 1944 que « les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes », selon l'article 17 de l'ordonnance signée par le Général de Gaulle. En matière de féminisme, la Suède est donc pionnière. Le mouvement est né au XVIIème siècle et s'étend par la suite à travers les différents pans de la société. Au siècle suivant, le courant est à la fois militant et intellectuel. En 1994, cette monarchie constitutionnelle se situe en haut du classement dans le domaine de la parité grâce à l'élection de plus de 40% de femmes au Parlement. En France, c'est une loi de l'an 2000 qui amène environ 12% de femmes à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, elles sont 37% siégeant dans l'hémicycle. En termes de transition écologique, la Suède inspire à différents niveaux. En 1991 la taxe carbone est imposée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En 2012, elle commence l'importation de déchets d'autres pays pour les recycler et, en 2015, elle incinère plus d'un million de tonnes d'ordures étrangères. La Suède est aussi un modèle économique et sociétal. Les dirigeants prennent des décisions en faveur du développement de manière consensuelle et le pays est en croissance perpétuelle même au sortir de la crise du début des années 2010. Le peu d'affrontements politiques à cette époque et la continuité des mesures, malgré les changements de gouvernements, favorisent leurs progressions. La Suède est aussi un pays qui assure la transparence publique. Les suédois connaissent les revenus de leurs élus et peuvent surveiller comment l'argent des contribuables est utilisé. Les impôts étant souvent très élevés, cette transparence rassure et permet une meilleure stabilité politique. Les dépenses sont contrôlées et surveillées, des associations jouent le rôle de gendarmes financiers et des polémiques sont évitées. Le domaine de l'éducation est, lui aussi, envié par de nombreux pays. La compétition entre les écoles, même publiques, améliore le système et la qualité d'enseignement. La plupart des établissements sont gratuits ou peu onéreux et leur doctrine se veut épanouissante pour les élèves. Les enseignants appuient sur la lecture, l'art et la nature dans l'apprentissage des enfants et moins sur leurs performances. Différentes langues sont étudiées et beaucoup mettent l'accent sur le fait de devenir un bon citoyen et d'apprendre de ses rapports sociaux. L'aspect carriériste est moins développé qu'en France, par exemple. Par ailleurs, la Suède a été remarquée par les pays de l'Union européenne dans sa gestion efficace de la crise du coronavirus. Des tests étaient réalisés très fréquemment et peu de contaminations étaient comptabilisées à des moments où d'autres pays voyaient un pic dans leurs statistiques. Néanmoins, toutes ces particularités suédoises, à l'origine d'une certaine admiration envers la Suède, n'ont pu empêcher la montée de l'extrême droite au pouvoir, lors des élections législatives de mi-septembre 2022.

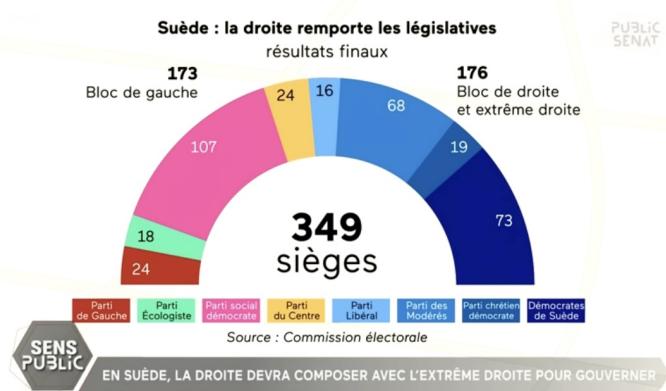


Image n°12 : Suède, Italie : en Europe, l'extrême droite continue de se banaliser. © Public Sénat.

LES DÉMOCRATES DE SUÈDE, LE PARTI D'EXTRÊME DROITE ARRIVÉ AU POUVOIR

Comme évoqué en introduction, le 11 septembre 2022, les citoyens suédois ont élu en majorité la coalition de droite au *Riksdag*, le Parlement. Cette collaboration partisane est composée du Parti Libéral, du Parti des Modérés, du Parti Chrétien-Démocrate et des Démocrates de Suède. Les trois premiers partis sont issus de la droite classique, dite traditionnelle, et le dernier de l'extrême-droite. La Suède, perçue comme idéale et progressiste a donc basculé dans un moment historique important où la gauche n'est plus au pouvoir et, où un parti héritier des groupements nazis pourra peser sur les mesures politiques. À ne pas confondre avec les Sociaux-Démocrates, parti de gauche, ils s'appellent les Démocrates de Suède, en réponse à l'échec de la social-démocratie, selon eux. Cependant même s'ils sont les plus nombreux au sein de leur coalition à siéger au Parlement, leur leader, Jimmie Åkesson, n'est pas le favori pour devenir Premier ministre. Magdalena Andersson laissera sans doute place à Ulf Hjalmar Kristersson, membre du Parti des Modérés. C'est ce dernier qui a tendu la main à l'extrême droite pour gagner les élections législatives. La campagne électorale de 2022 a profondément été marquée par les questions sécuritaires et de migrations, sujets de prédilection de l'extrême-droite. Tous les partis ont évoqué ces thématiques, laissant de côté les questionnements liés à l'environnement et le réchauffement climatique, ne manquant pas d'inquiéter de nombreux spécialistes. Ce phénomène s'inscrit dans la légitimation et la dédiabolisation des paroles de l'extrême-droite, comme l'indiquent de nombreux sociologues. La montée des populismes joue un rôle conséquent dans la difficulté pour la droite classique de ne pas s'allier avec l'extrême-droite. Les partis traditionnels s'affaiblissent depuis des années dans toute l'Europe et l'effondrement des partis de droite, comme en France, provoque une ascension de ceux qui étaient moins entendus auparavant. Ils sont médiatisés et ont l'attention du public alors que leurs discours n'ont pas changé depuis le départ, se basant sur l'anti-islamisme. De plus, les Démocrates de Suède procèdent à une modification de leur image depuis des années en écartant des membres dits trop extrêmes. Le mode de scrutin est aussi un facteur important dans l'élection du parti de Jimmie Åkesson. Tous les quatre ans, les membres du Parlement sont élus selon le scrutin proportionnel plurinominal majoritaire à un tour. Ce qui veut dire que les sièges sont répartis proportionnellement au nombre de voix qu'obtiennent les partis.

Ces partis proposent des listes avec plusieurs noms et les candidats arrivés en tête sont élus. Parmi les 349 sièges au *Riksdag*, 310 sont partagés entre les 29 circonscriptions de la Suède et les 39 autres restants sont attribués pour se rapprocher au plus près du vote. Ce mode de scrutin permet donc à des partis comme celui des Démocrates de Suède de remporter beaucoup de sièges.

En France, par exemple, les députés sont élus au scrutin majoritaire uninominal et à deux tours, c'est-à-dire que le parti présente un candidat pour une circonscription et celui qui a le plus de voix se retrouve au second tour. Le second tour permet d'équilibrer ou surtout d'éliminer comme le dit l'adage « au premier tour on choisit, au deuxième on élimine ». Pour les présidentielles, le deuxième tour en France permet d'établir une élection claire, tant les partis sont nombreux. Pourtant, depuis quelques années, les élections sont toujours serrées aussi bien au niveau national qu'au niveau départemental et l'abstention grandit. Même si ce mode de scrutin complique l'accès au pouvoir des partis comme Reconquête, le parti récent d'Eric Zemmour, il ne bloque pas d'autres partis, plus grands et plus installés comme celui du Rassemblement National. D'autre part, en dépit de ce système, les voix s'effleurent de plus en plus comme l'a démontrée l'élection de 2022, où Emmanuel Macron a reçu 58% des suffrages exprimés contre 41% pour Marine Le Pen, tandis qu'en 2017, cette dernière recevait 33% et l'actuel Président de la République 66%. Cette comparaison permet de mieux comprendre le cas suédois où les élections législatives étaient très serrées également, avec 173 sièges pour la gauche et 176 pour la droite, ce qui interroge sur l'ambiguïté de la représentation politique et sur les ambivalences de points de vue des citoyens.



Image n°13 : Ulf Hjalmar Kristersson, leader du parti des Modérés et Jimmie Åkesson, chef des Démocrates de Suède, à Stockholm, le 9 septembre 2022. © AFP/Jonathan NACKSTRAND

LA STABILITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE REMISE EN QUESTION ?

De plus en plus d'États de l'Union européenne vont être confrontés à la montée en puissance de l'extrême-droite et des mouvements ultra-nationalistes. La Pologne et la Hongrie font déjà partie de ce schéma. La Suède et l'Italie s'ajoutent, depuis septembre 2022, à la liste des pays gouvernés par des courants rejetant l'immigration et prônant davantage de sécurité. D'ailleurs, en Italie, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, est arrivé en tête un parti post-fasciste. Le Parti d'extrême-droite, dirigé par Giorgia Meloni, rassemble la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi. Ursula Von Der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a annoncé avant ces élections que « si les choses vont dans une direction difficile, j'ai parlé de la Hongrie et de la Pologne, nous avons des instruments » (Université de Princeton aux États-Unis, le 22 septembre 2022). Le pouvoir aux mains des Démocrates de Suède interroge sur la stabilité de l'Union européenne. Néanmoins, la dépendance des États pour les institutions européennes et leur soumission à certaines règles peuvent limiter le pouvoir des gouvernements très conservateurs. Des sanctions s'établissent déjà pour la Pologne notamment en matière de droit des femmes ou ceux des membres de la communauté LGBTQ+. Ensuite, les mêmes colorations politiques n'impliquent pas forcément des collaborations interétatiques, les enjeux étant différents. En outre, plusieurs suédois, interrogés par l'Agence France Presse, se sont montrés perplexes face à cette nouvelle élection. Ils s'étonnent que la droite soit ouverte à l'idée de collaborer avec l'extrême-droite et s'interrogent sur l'impact de cette coalition. Des interpellations sont émises au sujet des potentielles mesures restrictives à venir et d'un éventuel recul social. Les Démocrates de Suède sont héritiers de groupes néo-nazis et leur *leader* « se présente en faisant peur aux gens en disant que ce n'est pas sûr de vivre en Suède », puis certains pensent que « l'idiocratie gagne du terrain un peu partout » (Agence France Presse, le 15 septembre 2022).

Ainsi, même dans un pays très avancé socialement, modèle pour tous, un mouvement d'extrême-droite peut surgir et interroger sur le plan national et international. Les mesures politiques pourraient aller à l'encontre des conventions et traités qui garantissent les droits et les libertés de chacun.



Cartes et graphiques

CRÉÉS PAR LOUISE CHOQUET

Démographie de la Suède



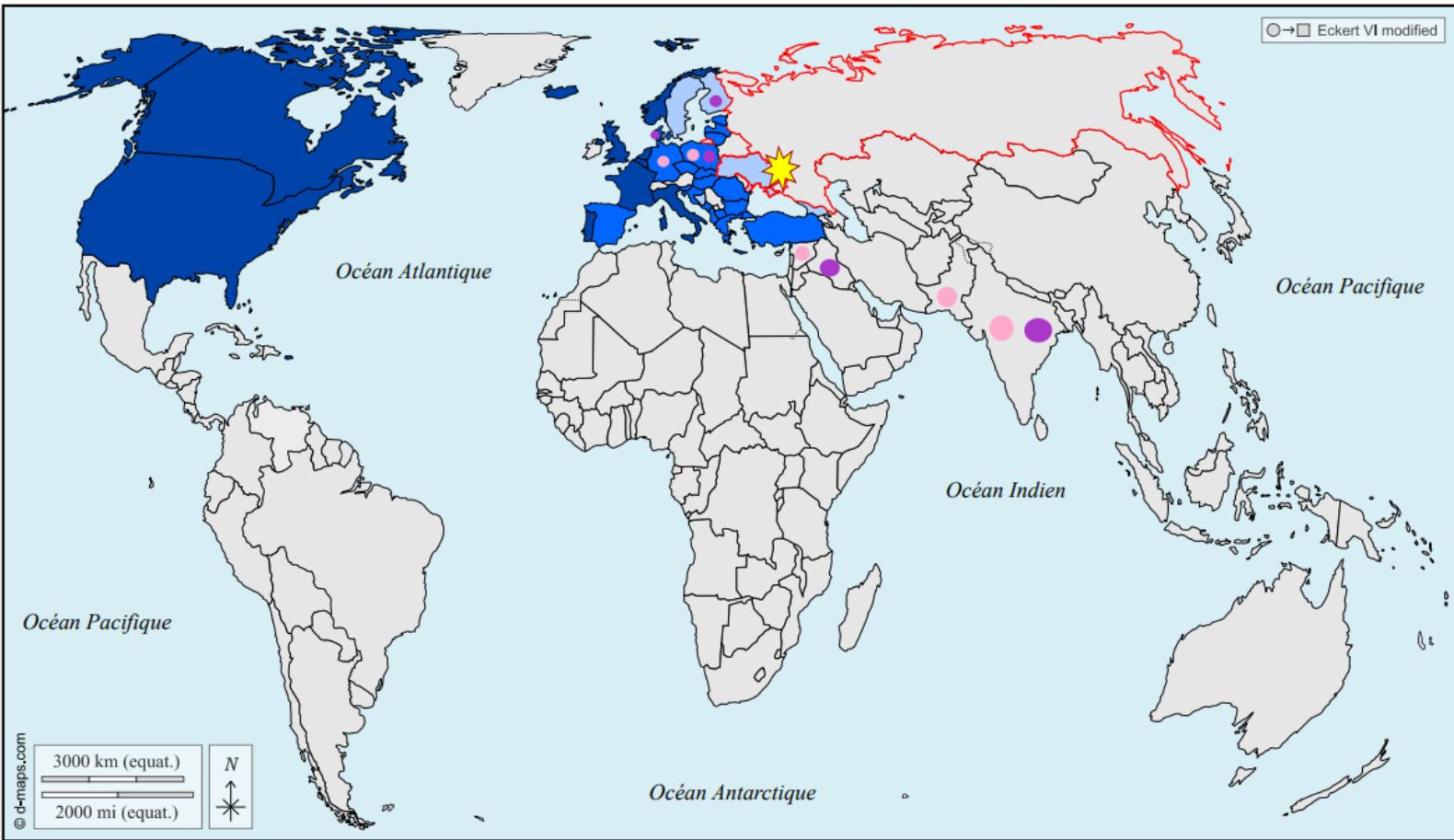
LEGENDE

- Capitale de la Suède
 - Principale ville de Suède
 - Parlement suédois, *Riksdag*

Densité de population en 2013 (en hab/km²) ©Meyer Teva, 2016

- | | |
|--|---------------|
| | Moins de 15 |
| | De 15 à 30 |
| | De 30 à 100 |
| | De 100 à 1000 |

La Suède face aux enjeux actuels, entre migrations, intégration de l'OTAN et conflit russo-ukrainien



Zone de conflit



Pays en guerre : Russie et Ukraine

LEGENDE

I. L'enjeu d'intégration de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord

Pays fondateurs de l'OTAN :

Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni.

Pays ayant rejoint l'OTAN :

Grèce et Turquie (1952), Allemagne (1955), Espagne (1982), République tchèque, Hongrie et Pologne (1999), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie (2004), Albanie, Croatie (2009), Monténégro (2017) et Macédoine du nord (2020).

Pays souhaitant rejoindre l'OTAN :

la Bosnie-Herzégovine, la Finlande, la Géorgie, la Suède et l'Ukraine.

II. La place de la Suède dans le jeu des migrations internationales

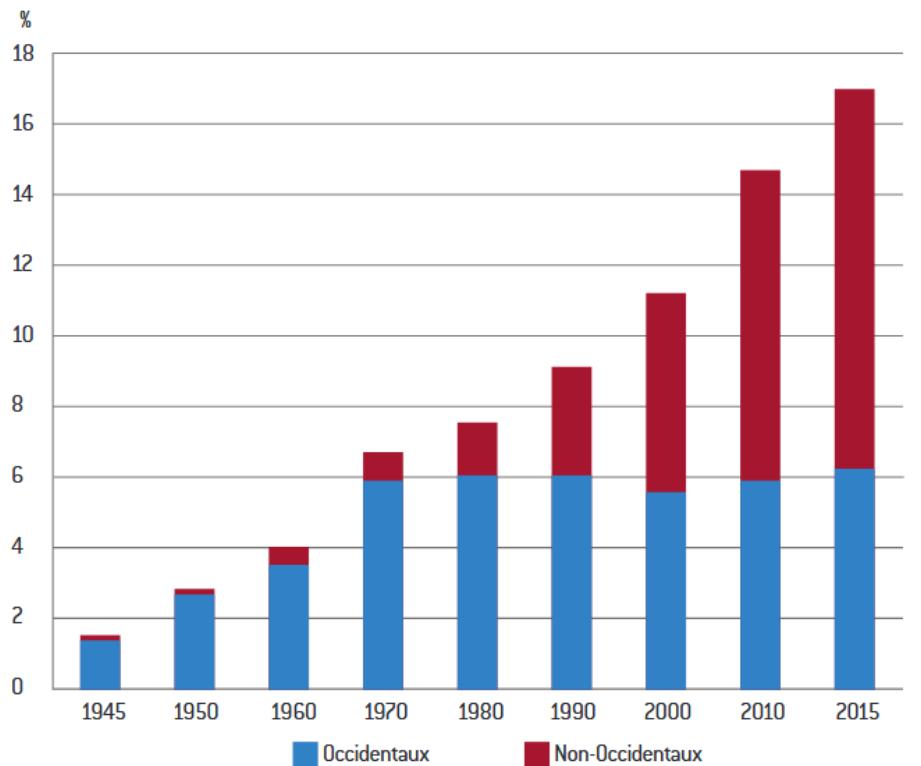
● Pays d'émigrations suédoises :

Finlande, Inde, Pologne, Irak et Danemark

● Pays d'immigrations vers la Suède:

Inde, Syrie, Allemagne, Pakistan et Pologne

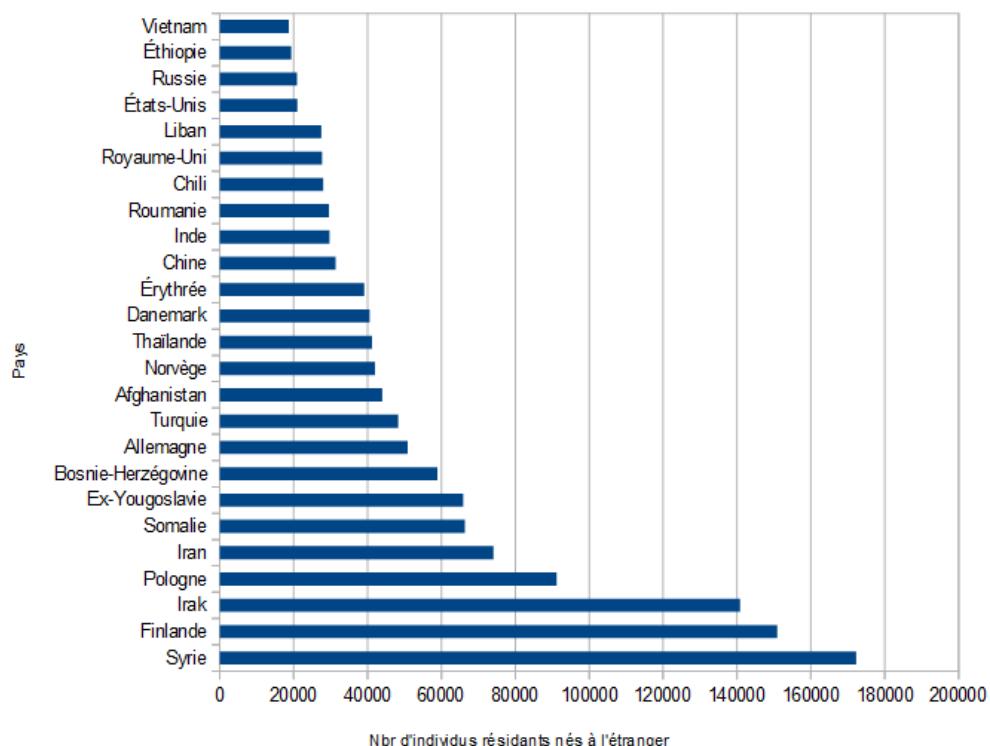
Graphique 1: Proportion d'immigrés dans la population selon l'origine (occidentale ou non occidentale)



Source : Statistiska centralbyrån.

25 principaux groupes d'immigrés en Suède en 2017

Population totale suédoise: 10 120 242





Conclusion

RÉDIGÉE PAR LOUISE CHOQUET

À la lecture de ces différents aspects, il apparaît que les élections législatives suédoises de septembre 2022 chamboulent les perspectives de politique nationale et internationale du pays. L'objectif de ce dossier était de comprendre comment le bloc de droite a pu se frayer un chemin vers la gouvernance au regard des différentes crises internationales qui ont surgi durant ces dernières années.

La Suède a longtemps tenu le rôle de pays modèle pour l'Union européenne, en raison de son avance sur le féminisme, l'écologie, l'éducation et l'économie. Toutefois, elle suit désormais la tendance, amenée par plusieurs pays européens, de placer l'extrême-droite au pouvoir. C'est notamment le cas pour l'Italie, la Pologne ou encore la Hongrie. Mais la seule tendance européenne ne suffit pas pour expliquer ce revirement de situation.

En effet, les nombreuses mutations du paysage politique apportent une première réponse pour comprendre l'accession de l'extrême-droite au pouvoir suédois. Les migrations suédoises vers les États-Unis de 1840 à 1930 qui ont des origines économiques, sociales, politiques et religieuses, ont permis l'émergence de la pensée libérale et la création du *Riksdag*. Après la seconde guerre mondiale, c'est le parti social-démocrate qui sera placé au pouvoir et ce durant près de 40 ans pour finalement s'affaiblir au cours de la crise économique de 1964 à 1975.

Les enjeux sécuritaires apportent la seconde réponse. Durant la crise migratoire de 2015 le pays a accueilli énormément de migrants mais n'a pas réussi à intégrer ces nouveaux venus. Comme dans la plupart des pays européens, le peu de culture sur le pays et la saturation du marché du travail leur ont été reprochés. Un sujet qui s'est révélé « tensiogène » durant la campagne, puisque de nombreuses émeutes ont vu le jour.

Les changements qu'induit la gouvernance du bloc de droite soulèvent toutefois des questions pour le futur de la Suède. La peur de leur voisin russe à forcer un rapprochement du pays avec l'OTAN alors même qu'initialement celui-ci adoptait une politique de non-alignement. Avec les droites au pouvoir la finalisation de son adhésion reste incertaine, bien que désormais l'opinion publique suédoise y soit majoritairement favorable. La montée de l'extrême-droite sur la scène politique européenne interpelle sur l'avenir de l'Union européenne. Mais là encore il est bon de rappeler que des sanctions existent et se mettent en place pour stopper le pouvoir des gouvernements aux idéologies trop conservatrices.



Image n°14 : Iconographie évoquant les tensions au Liban. © Hélène Aldeguer.

Le 23 août 2022, la dernière partie du bloc nord des silos de grains dans le port de Beyrouth s'est effondrée. C'est le troisième incident de la sorte cet été. Ce dernier ravive une fois de plus le lourd traumatisme que constitue l'explosion du 4 août 2020 ayant causé la mort de 200 personnes et fait 6500 blessés. Cette catastrophe conduit un peu plus encore à affaiblir le Liban, victime d'une crise économique majeure mais aussi sociale et institutionnelle depuis 2018. Il s'agit ici d'appréhender les difficultés que le pays affronte et les défis contemporains auxquels il doit faire face pour proposer certaines perspectives au système libanais. La structure du Liban prend racine dans une logique confessionnelle c'est-à-dire que chaque religion officiellement reconnue – 18 confessions à ce jour – possède un pouvoir dans l'appareil politique de l'État. Cela permet d'inclure les différentes communautés qui composent le Liban en leur assurant une participation équitable à la vie politique tout en institutionnalisant leurs relations. En revanche, cette organisation politique est souvent évoquée comme un système confessionnel « à la libanaise » puisqu'il s'agit d'une forme de confessionnalisme particulière. Certains le qualifie même de « fédéralisme libanais » (Dalla, 2015). En effet, le système est d'une telle intensité que le confessionnalisme déborde du politique créant des dérives sur d'autres domaines.

Cette gangrène du confessionnalisme dans la société libanaise touche une multitude de domaines engluant le pays dans sa situation actuelle.

LES CRISES AU LIBAN

La crise libanaise est avant tout politique. La corruption des élites dirigeantes ne permet pas une vision politique durable, ce qui conduit à la situation catastrophique du pays dans de multiples domaines. Les chefs communautaires ont une exclusivité, garantie par la Constitution, à légitimer sur un certain nombre de domaines. Cela crée un système mafieux où chacun cherche à favoriser sa communauté au dépend des autres. Ainsi, les dispositions adoptées au lieu de tendre vers le Bien Commun ne se placent que dans une logique d'intérêts. L'impact se fait ressentir sur la santé économique du pays qui traverse une crise intense : la troisième plus importante depuis 1850 selon la Banque Mondiale (WorldBankGroup, 2021). Les banques sont en faillite et l'inflation était estimée en 2021 à 145% (WorldBankGroup, 2021). D'un point de vue social, cela crée des répercussions immenses sur les populations. Par exemple, la pénurie de médicaments oblige les Libanais à pratiquer la contrebande de certains produits. L'éducation des enfants est remise en cause notamment à cause de la gestion des écoles privées par les communautés religieuses.

La justice sociale est mise à mal tout comme la justice institutionnelle avec une corruption massive. Les plus riches ont fui à l'étranger pour la plupart mais les plus pauvres restent bloqués dans le pays qui ne cesse de s'enliser. Finalement une crise sécuritaire est envisageable dans les mois à venir au vu des difficultés que les Libanais doivent affronter. Le contexte sécuritaire étant largement lié à la situation économique et politique, les résultats des élections parlementaires de mai 2022 sont une perspective encourageante pour l'avenir du pays. L'arrivée au pouvoir de certains députés de l'opposition semble être une première étape dans le renouvellement de la classe politique libanaise. Il faut cependant s'assurer que l'insécurité et le danger aux frontières qui avaient déjà conduit les élections de 2013 à être repoussées ne se reproduisent pas cette année pour les élections présidentielles d'octobre 2022.



Image n°15 : Explosion du silos à grains. © Franceinfo avec AFP, (LUJAIN JO/AP/SIPA / SIPA), 2022.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR DU PAYS

Certaines propositions ont été avancées pour tenter de répondre à ces crises. Au-delà de l'aide humanitaire immédiate et nécessaire, la création d'un système d'observation et de contrôle de la qualité du service fourni par l'État pourrait redonner un rapport sain à l'argent et au pouvoir au sein des autorités du pays (Sleman, 2010). Promouvoir l'existence d'une Armée puissante, indépendante et incorruptible est essentiel pour préserver la stabilité du pays faisant figure d'institution apolitique, laïque et donc unificatrice pour la population (Sleman, 2010). La mise en place d'un système d'écoute et d'information spirituel et social permettrait de rendre l'accompagnement individuel transparent et indépendant des logiques partisanes.

Le point commun de ces mesures est le rassemblement des individus au sein d'une même communauté plus large pour créer un sentiment d'appartenance national. Dans cette lignée, la culture nationale, pour devenir source d'enrichissement, doit prendre en compte l'identité de « l'homme libanais » dans son entièreté sans se focaliser sur la confession. Seul un État fort peut assurer cet esprit national (Sleman, 2010). Pour redorer sa stature, il s'agit de renouveler la classe politique en passant par le processus démocratique tout en engageant des réformes courageuses comme la tenue d'un nouveau recensement. Ce processus permettrait également de provoquer la naissance d'une détermination nationale à ne plus être un État tampon victime du jeu régional et international sur son territoire.

Cependant, entre la théorie et la pratique, entre un extrême et l'autre, il existe une zone grise, un juste milieu. Il s'agit de proposer une perspective réaliste pour le Liban en prenant en compte ses spécificités et les attentes de sa population. Le confessionnalisme est une réalité à considérer dans la vision du Liban futur. D'un point de vue politique, il s'agit d'abord de mettre en place ce qui est acquis. Cela peut passer par l'application des accords de Taëf dans leur totalité avec création d'un Sénat, fidèle à la logique confessionnelle. La chambre des députés serait privée de sa confessionnalisation permettant seulement une affiliation à des partis politiques, et non à une confession, de la part des élus de la chambre basse. Ce Parlement bicaméral n'a jamais été mis en place mais pourrait constituer une première étape intéressante pour appliquer un encadrement du confessionnalisme politique limitant ainsi la corruption des élus (Irani, 2022). On pourrait également imaginer une lutte contre la corruption à travers une administration électronique qui limiterait les fraudes électorales et les logiques mafieuses¹. Finalement, c'est avant tout l'esprit de la politique qui permettra de sortir des dérives du confessionnalisme. Les lois électorales ne peuvent se faire sans la volonté politique de les élaborer et de les appliquer. L'éducation et l'apaisement des ressentiments communautaires sont la clef d'un renouveau du système dans lequel le confessionnalisme est présent pour assurer la continuité du pays tout en étant limité afin de garantir sa survie.

¹ : A condition de garantir d'abord un accès à l'électricité pour tous et une indépendance énergétique.

En ce sens, le rôle de la communauté internationale peut être d'insuffler un soutien aux partisans de l'assainissement du pays tout en défavorisant les élites profitant du système. Cependant, cette aide ne doit venir qu'en appui de la volonté du peuple libanais à sortir du confessionnalisme politique pour respecter une limite encore floue au Liban entre l'ingérence stratégique et la coopération saine entre puissances souveraines.

Le confessionnalisme a produit un système politique dénaturé éprouvant une grande difficulté à résoudre les différentes crises en cours. La réponse semble avant tout politique pour engager un processus de transition démocratique dans un pays qui était autrefois la Suisse du Moyen-Orient. Les élections présidentielles à venir permettront de donner un nouveau tournant à la situation du pays pour confirmer l'évolution du confessionnalisme libanais ou non.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

Dalla, S. (2015). La constitutionnalisation du confessionnalisme. « De l'exemple libanais ». Revue française de droit constitutionnel, 103, e1-e25. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/rfdc.103.0767>

Sleman, É. (2010). Communicatio in spiritualibus et confessionnalisme libanais croisements de civilisations et cohabitation plurireligieuse. L'Année canonique, LII, 55-70. <https://doi.org/10.3917/cano.052.0055>

World Bank Group, (2021), The Great Denial, Lebanon Economic Monitor, Global Practice for Macroeconomics, Trade & Investment, Middle East and North Africa Region. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36862/LEM%20Economic%20Monitor%20Fall%202021.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

Articles de presse :

Belkaïd, A. (2022). Debout, malgré tout, le Liban, Le Monde diplomatique, p. 26, <https://www.monde-diplomatique.fr/65168>

Franceinfo avec AFP, (2022), Liban : une nouvelle partie des silos à grains du port de Beyrouth s'effondre, France Télévisions, https://www.francetinfo.fr/monde/proche-orient/liban_5321968

Messara, A. (2022). Penser L'Etat du Liban, L'Orient-Le Jour, p. 11, <https://www.lorientlejour.com/article/1313262>

Interview :

Irani, I. (2022). Entretien téléphonique avec le professeur Issam Irani.

LA NOUVELLE CONSTITUTION DU CHILI : UN REJET INATTENDU.

RÉDIGÉ ZOÉ BRESSOLES



Image n°16 : Des opposants chiliens à la réforme de la Constitution. © Javier Torres / AFP

Si Gabriel Boric, président du Chili depuis décembre 2021, appelle à l'unité des forces politiques au Chili, c'est en conséquence de la forte crise politique qui traverse le pays : « un appel à toutes les forces politiques pour qu'elles fassent passer le Chili avant toute divergence légitime, et qu'elles se mettent d'accord le plus rapidement possible sur les délais et les contours ». (France 24, 2022) Le président se retrouve dans une situation complexe face à la tenue d'un référendum dans le cadre d'un changement de constitution.

Afin de comprendre les événements actuels qui bouleversent le Chili, il est essentiel de rappeler l'histoire mouvementée de la République chilienne ainsi que ses nombreuses hétérogénéités au sein de la population qui intensifient les clivages et divergences.

Si sous le général Pinochet, le Chili se voit octroyer une nouvelle constitution entrée en vigueur le 11 mai 1981, c'est sous un régime qualifié de dictature militaire que cette dernière a été instaurée. En effet, c'est à la suite d'un Coup d'État effectué le 13 septembre 1973 qu'Augusto Pinochet est officiellement proclamé « Chef suprême de la nation » le 20 juin 1974. Dès lors, les partis politiques sont interdits, les libertés individuelles drastiquement limitées; tout cela accompagné d'une mise en place de nombreuses réformes économiques.

Néanmoins, les années Pinochet sont souvent associées aux souvenirs douloureux d'un gouvernement autoritaire et d'une population opprimée et exploitée.

Face à cette situation, la population tend de plus en plus à exprimer son mécontentement. C'est dans une situation de presidentialisation totale du pays, que dès 1982, le pays s'enfonce dans une longue récession, qui était déjà présente pour les classes populaires depuis plusieurs années, mais qui commence à se faire ressentir par la majorité de la population, dont la classe moyenne qui s'appauvrit.

Face à cette crise économique, une crise sociale débute alors en conséquence d'un échec de la « révolution capitaliste » initiée par Pinochet. L'année 1983 est alors symbole de manifestations, pour le peuple, mais est aussi synonyme d'une répression extrêmement violente. Suite à la tenue du référendum et la victoire de l'opposition, le 5 octobre 1988 est voté le rejet du prolongement du mandat de Pinochet. Malgré cette défaite, le Général reste au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat en 1990. Ce plébiscite permet au Chili de sortir d'une période sombre de répression et de liberticide, la Constitution reste en vigueur et donne aux dirigeants un pouvoir important sans pour autant garantir de nouveaux droits tels que l'accès à l'éducation à sa population.

Malgré de nombreuses réformes, comme celle de 1989 qui limite l'état d'urgence et autorise le pluralisme politique, le souvenir d'une dictature privative et non-participative pour les citoyens règne.

En ce sens, pendant de nombreuses années, l'opposition et la population étaient autant dans l'attente d'un changement que dans la demande jusqu'au point de non-retour en 2019. Suite à une hausse des tarifs de transports à Santiago (Chili), une large manifestation et plus largement un mouvement contestataire éclate. Face à cela, le gouvernement décrète l'état d'urgence et applique des mesures drastiques afin d'essayer de contenir la « révolution ».

C'est dans ce contexte que le Chili a fait face le 5 septembre 2022 à un référendum constitutionnel. En 2019, le gouvernement accepte la révision de la constitution, ce n'est pas sans efforts et sans conditions. 78% de la population chilienne était à l'automne 2020, en faveur de celle-ci, ce qui débouche sur la création d'une assemblée constituante élue démocratiquement fin mai 2021. Lors de la première réunion de cette Assemblée à Santiago le 4 juillet 2021, les rédacteurs ont eu la tâche d'élire un représentant, choix qui s'est porté sur Elisa Loncón en tant que présidente. Figure importante de la communauté indigène du pays, cette dernière a été le symbole d'un pluralisme au sein du pays dont le but principal dans l'exercice de sa fonction est de : « transformer le Chili en un Etat plurinational, un pays interculturel. Le nouveau Chili ne portera pas atteinte aux droits des femmes, ni ceux des enfants, et prendra soin de la Terre-Mère.». (Elisa Loncón, 2021)

En ce sens, la nouvelle constitution prend en compte la majorité des revendications populaires des manifestations de 2019, elle est aussi, d'un autre côté, influencée par une tendance écologico-sociale. En effet, cette dernière établit de nouveaux droits dans le pays tel que le droit à l'éducation pour tous, mais insiste surtout sur le principe d'un état plurinational comprenant les enjeux et les besoins des populations indigènes. Dans son premier article, la constitution affirme la volonté de faire du pays « un État social et démocratique de droit. Il est plurinational, interculturel et écologique », ce qui divise drastiquement la population. En effet, face au rejet de celle-ci lors du vote du 4 septembre 2022, la constitution essuie un vaste rejet avec près de 62% de « non ». Il est alors question de comprendre comment ce processus de changement initié par le peuple est finalement rejeté malgré la démocratisation de celui-ci.

Étant donné les violentes manifestations demandant plus de droits fondamentaux, il paraît alors intéressant de s'interroger quant aux raisons de ce refus.

Tout d'abord, il est nécessaire de rappeler la complexité d'un processus de révision constitutionnel et dans le cas du Chili, ce dernier a été d'une durée de dix-huit mois ce qui a fait perdre de l'engagement. De plus, les partisans du « rejet » souvent très conservateur ont mené à large échelle une campagne de désinformation dans le pays, facilitée par la difficulté populaire de comprendre et de saisir autant le sens, que l'enjeux des articles. Ces deux facteurs sont donc à l'origine d'un flou informationnel qui a bouleversé le processus de décision des Chiliens.

De plus, même si le texte s'appuie sur des demandes populaires, les avancées et les nouveaux droits affirmés font débat. Premièrement, la reconnaissance de l'État chilien comme plurinational a été un choc pour la population, qui y a vu une tentative de scission du pays, d'autant plus que la constitution reconnaît des droits particuliers aux populations indigènes. Néanmoins, ce ne sont pas les seuls points de friction. En effet, un autre débat est porté sur l'avancée des droits des femmes dans le pays notamment sur le droit à l'avortement élargi alors qu'il n'était légal qu'en cas de viol ou de grossesse à risque.

Même s'il est difficile d'expliquer ce rejet, les votants du « non » à cette nouvelle constitution, qu'ils soient plutôt conservateurs ou prosociaux, ses derniers ont été influencés par une réticence aux nombreux changements, autant que par une peur de séparatisme. C'est cette hétérogénéité de la population chilienne qui lui a malheureusement desservie au sein de ce long processus qui présageait l'ouverture et la démocratisation de ce pays.

Afin de conclure, il est aussi essentiel de penser le futur du pays. Quelles conséquences face à ce rejet et face aux grandes attentes de la population chilienne quant à un changement ? Cet échec démocratique pourrait-il ouvrir la porte vers une division toujours plus intense entre les conservateurs et les partisans d'une large ouverture démocratique ? En ce sens, et face à ces disparités intenses au sein du pays, le processus de révision constitutionnel risque de se complexifier avec un nouveau processus mis en route. Néanmoins, ce dernier est déjà critiqué par l'opposition de l'exécutif tel que le leader d'extrême droite Antonio Kast qui met d'ores et déjà en garde le président actuel : « Président Boric : cette défaite est aussi la vôtre ».

BIBLIOGRAPHIE

Article de revue scientifique :

Belén Fernández Cáceres, M. & Costa Delgado, J. (2020). La mobilisation de 2019 au Chili : crise politique, répression fasciste et spontanéisme révolutionnaire. *Mouvements*, n°104(4), 115. <https://doi.org/10.3917/mouv.104.0115>

Article de presse :

France 24, (2022, 5 septembre). Au Chili, la proposition de nouvelle Constitution est massivement rejetée. France 24. <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20220905-au-chili-la-proposition-de-nouvelle-constitution-est-massivement-rejet%C3%A9e>

Genoux, F. (2022, 15 septembre). Le rejet du projet de Constitution au Chili interroge la gauche. Le Monde.fr. Consulté le 22 septembre 2022, à l'adresse https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/15/le-rejet-du-projet-de-constitution-au-chili-interroge-la-gauche_6141736_3232.html

Le Monde avec AFP. (2022, 5 septembre). Au Chili, la nouvelle Constitution massivement rejetée par référendum. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/05/au-chili-la-nouvelle-constitution-massivement-rejetee-par-referendum-selon-les-resultats-partiels_6140197_3210.html

Lionnet, E. (2021, 24 décembre). Référendum pour une nouvelle Constitution au Chili : « La société est amenée à se repenser ». TV5MONDE. <https://information.tv5monde.com/info/referendum-pour-une-nouvelle-constitution-au-chili-la-societe-est-amenee-se-repenser-380125>

Martin, A. (2022, 9 septembre). « Au Chili, la volonté de changement a été surestimée ». Alternatives Economiques. <https://www.alternatives-economiques.fr/chili-volonte-de-changement-a-ete-surestimee/00104409>

Pourquoi les Chiliens ont dit « non » à la nouvelle Constitution progressiste. (2022, 5 septembre). France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-lundi-05-septembre-2022-3612766>

Radio Télévision Suisse. (1977, 15 septembre). Le Chili de Pinochet. <https://www.rts.ch/archives/tv/information/3459852-le-chili-de-pinochet.html>

Chili 1973-1988 : du coup d'Etat militaire à la fin de la dictature | Sciences Po la bibliothèque.(s.d.). <https://www.sciencespo.fr/bibliothèque/fr/rechercher/dossiers-documentaires/chili-1973-1988/chronologie.html>

Villiers-Moriamé, A. (2019, 16 novembre). Pourquoi les Chiliens réclament une nouvelle Constitution. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/15/pourquoi-les-chiliens-reclament-une-nouvelle-constitution_6019311_3210.html

Remerciements

Le bureau rapproché de l'A.M.R.I. (2021-2022), composé d'Harmony Delhalle, Maëwenn Leboulanger, Fazia Khennouche et Alexandre Toutain, étant à l'initiative du projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel (2022-2023), composé du président Nicolas Villain, de la vice-présidente Garance Martin, du trésorier Hugo Senghor et du secrétaire Arthur Biteau pour son soutien dans la maintien et l'évolution de cette revue.

Cette revue a été créée de toutes pièces par des étudiants motivés et engagés pour produire un travail de qualité. À travers cette page nous citons toute ces personnes et leurs rôle dans ce projet.

En premier lieu viennent les rédacteurs des articles et créateurs de cartes, qui ont fait de leur mieux pour produire des articles scientifiques traitant de sujets aussi divers qu'intéressants : Camille Delamare, Evan Lerouville, Ines Ramos-Darmendrail, Juliette Gribovalle, Léna Chalmeau, Louise Choquet, Lucas Perriat, Tristan Charrier et Zoé Bressoles.

Leurs articles ont été suivis, corrigés et relus avec le plus grand soin par l'équipe de rédacteurs de la prochaine revue ainsi que par Chloé Daniel et Clément Pardonche, entourés du responsable du pôle culture, Amaury Gantet, sans qui la mise en place d'un stage au sein de la revue n'aurait pu avoir lieu. Nous remercions aussi Monsieur Auregan, responsable pédagogique du parcours géopolitique, pour son accord à ce sujet.

Enfin, tout le travail de mise en forme de la revue a été effectué par Johann Lempereur .

Nous tenons enfin à remercier Maylis Lepinette, responsable communication de l'A.M.R.I, pour son aide au partage de la revue sur tous les réseaux dont l'association dispose.

La petite structure de la revue a nécessité un engagement important et répété de toute l'équipe, qui a témoigné à de nombreuses reprises de son implication et de sa volonté à parfaire le travail.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour tout le travail effectué au cours de ce mois et nous espérons, chers lecteurs, vous retrouver lors de nos prochaines éditions !

Rédacteurs en chef

CHLOÉ DANIEL & CLÉMENT PARDONCHE

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages scientifiques :

Bernard, É. (2013). Neutralité et non-alignement en Europe : Une contribution juridique au regard des exemples espagnol et yougoslave. *Les cahiers Irice*, 10, 83-95. <https://doi.org/10.3917/lci.010.0083>

Articles de revues scientifiques :

Heckscher, Eli Filip & Heckscher, Gunnar (1954). An Economic History of Sweden. Cambridge, Massachusetts, USA : Harvard University Press.

Montel, A. (2017). Neutralité et non-alliance : entre tradition et évolution dans la politique étrangère suédoise. <https://cqegheiulaval.com/neutralite-et-non-alliance-entre-tradition-et-evolution-dans-la-politique-etrangere-suedoise/>

Vergnon, Gilles (2015). Le « modèle » suédois : Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie (Chapitre I. Rêves scandinaves. À la recherche de la troisième voie : le temps des voyageurs (1932-1940)). Presses universitaires de Rennes. [doi :10.4000/books.pur.91942](https://doi.org/10.4000/books.pur.91942)

Articles de presse :

(2022, 17 mai). La guerre en Ukraine met fin à la politique de "non-alignement" de la Suède et la Finlande, Euronews, <https://fr.euronews.com/2022/05/17/la-guerre-en-ukraine-met-fin-a-la-politique-de-non-alignement-de-la-suede-et-la-finlande>

France Info (14 septembre 2022). *Législatives en Suède : comment l'extrême droite s'est rapprochée du pouvoir après une percée historique dans les urnes*. France télévisions.

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/legislatives-en-suede-comment-l-extreme-droite-s-est-rapprochee-du-pouvoir-apres-une-percee-historique-dans-les-urnes_5358697.html

Hivert, A-F. (2022, 16 mai). OTAN : le non-alignement suédois à l'épreuve de la guerre en Ukraine. Le Monde. https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/10/le-non-alignement-suedois-a-l-epreuve-de-la-guerre-en-ukraine_6125500_3232.html#:~:text=Gr%C3%A2ce%20%C3%A0%20sa%20position%20de,m%C3%A9diateur%20dans%20des%20conflits%20internationaux.

Percept, A. et Chantepis, T. (2018, 07 septembre). Les Démocrates de Suède, un parti d'extrême droite porté par la crise migratoire ». Les Démocrates de Suède, un parti d'extrême droite porté par la crise migratoire - Focus (france24.com)

Le Monde (16 septembre 2022). *Suède : le piège de l'alliance avec l'extrême droite*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/16/suede-le-piege-de-l-alliance-avec-l-extreme-droite_6141896_3232.html

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Montgomery, Arthur (1931). L'évolution économique de la Suède au XIXe siècle (pp. 519-541),
https://www.persee.fr/doc/ahess_0003-441x_1931_num_3_12_1451

Hort, Sven. (2014). Social policy, welfare state, and civil society in Sweden. (Vol. 1: History, policies, and institutions 1884-1988). Arkiv förlag & tidskrift.

Thèses et mémoires :

Fouéré, Théo (2020). Extrême-droite et populisme en Suède: structurations et évolutions politiques et métapolitiques depuis 1988 [Mémoire de Master en LLCER études culturelles, Université de Caen]. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03545280/document>

Rapports du gouvernement :

Ministère de la culture (22 septembre 2022). *L'ordonnance de 1944 instituant le droit de vote des femmes*. Paris : gouvernement français.

<https://www.culture.gouv.fr/Presse/Communiques-de-presse/L-ordonnance-de-1944-instituant-le-droit-de-vote-des-femmes-exposee-aux-Archives-nationales-dans-le-cadre-du-cycle-Les-Essentiels>

Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (avril 2022). *Résultats de l'élection présidentielle 2022*. Paris : gouvernement français.

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/FE.html)

Sitographie :

Site officiel de l'OTAN : article à propos de la demande d'adhésion de la Suède et la Finlande,
https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_195468.htm

Public Sénat (26 septembre 2022). *Suède, Italie... le rapprochement droite - extrême droite, un mouvement de fond à l'échelle de l'Europe ?*. Public Sénat. <https://www.publicsenat.fr/article/politique/suede-italie-le-rapprochement-droite-extreme-droite-un-mouvement-de-fond-a-l>

Suède : vie politique depuis 1907. La constitution d'un modèle suédois. LAROUSSE.

https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Suède_vie_politique_depuis_1907/187601

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Sources audiovisuelles :

Public Sénat (15 septembre 2022). Suède, Italie : en Europe, l'extrême droite continue de se banaliser. YouTube.

<https://youtu.be/MaD5YdjDqCk>

Radio France (26 septembre 2022). Italie, Suède : pourquoi l'Europe dérive à l'extrême droite. Radio France.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/italie-suede-pourquoi-l-europe-derive-a-l-extreme-droite-1367292>

Agence France Presse (15 septembre 2022). Suède : réactions à la percée historique de l'extrême droite. YouTube.

<https://youtu.be/iYk6nBX57As>